

sommaire

- 2 Courrier
- 3 Conseillère générale à 14 ans [Entretien](#)
- 4 Jeunes ruraux [Positiver la migration](#)
- 5 Se loger en rural [L'exemple cévenol](#)
- 6 Une mer de déchets [Dossier](#)
- 10 Libres leçons de développement local [Notes de lectures](#)
- 11 Lu et approuvé [Notes de lectures](#)
- 12 Mon gaulois du XXème siècle [Portrait](#)
- 13 Transgénial [Nouvelle](#)
- 14 Ecole et Nature [et autres nouvelles associatives](#)
- 15 Agenda
- 16 Brig Laugier [La dévoreuse de livres](#)

S
N
E

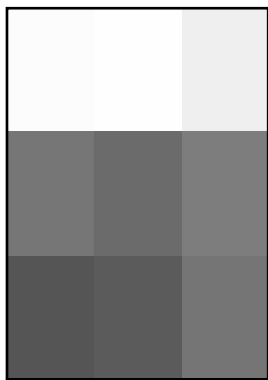
IMMINENT PARC NATUREL :
SAPERLIPOPETTE !

UNE
MER DE
DECHETS

EDITORIAL

La démocratie, c'est le débat

IPNS : journal d'information et **de débat** : jamais sans doute notre sous titre n'a été aussi vrai si l'on en croit le courrier reçu après notre dernier numéro dans lequel nous fustigions les communes qui avaient voté contre le parc naturel régional. Quelques habitants de St Moreil et six des sept maires concernés ont réagi avec vivacité à notre couverture ("les sept ringards") et à l'article de Philippe Simon ("la honte creusoise"). On lira des extraits de leurs courriers ci-contre. Pour compléter et enrichir le débat, l'équipe d'IPNS souhaite apporter quelques éléments de réflexion suscités par cette polémique.



A-t-on le droit de critiquer une décision démocratique ?

Plusieurs de nos correspondants s'offusquent de voir critiquer une décision prise démocratiquement. Nous n'avons jamais douté du caractère démocratique du vote des conseils municipaux. Mais est-ce parce que la décision a été prise selon les règles de notre démocratie qu'elle est inattaquable ? Bien sûr que non. Ce qui a été critiqué dans IPNS ce n'est pas la procédure mais la décision. Lorsque des élus (démocratiquement élus) font un choix qui paraît mauvais à des citoyens, il est normal que ceux-ci le disent et expriment leur réprobation. C'est aussi cela la démocratie !

A-t-on le droit d'exprimer, même vivement, une opinion ?

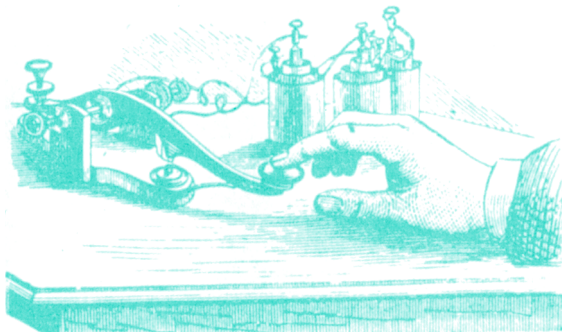
Le ton mordant et volontairement provocateur des titres et des dessins a choqué nos correspondants. L'irrévérence et le "coup de gueule" font partie des manières d'exprimer une opinion et, à IPNS comme dans toute presse libre, ils ont leur place. Sur un sujet comme celui de l'adhésion au parc, nous aurions pu certes user de la langue de bois habituelle qui n'apporte rien au débat et ne remet jamais les choses en cause. Ce n'est pas notre choix. Nous pensons qu'appeler un chat un chat et dire qu'une décision dictée par la peur, la filiosité ou le repli sur soi est totalement ringarde n'a rien de diffamatoire. En choisissant de parler de ringard, IPNS (et non Philippe Simon qui n'est pas l'auteur de ce titre) a voulu mettre en évidence ce qui nous semble être une position bloquée et dépassée, qui refuse des perspectives d'avenir pour notre territoire. C'est se placer sur un front du refus dont malheureusement on ne voit pas de quoi il est positivement porteur. Cette liberté de ton, c'est aussi cela la démocratie !

Pourquoi le fond du débat n'est-il pas abordé ?

Le courrier reçu n'aborde jamais la question de fond : pour quelles raisons sept communes creusoises et une commune corrézienne ont-elles refusé d'adhérer au PNR ? Le débat ne peut pas se nourrir que de défenses outragées. Il doit aussi se bâtir sur des arguments, sur des explications et des prises de position justifiées.

Nous espérons que le vote des communes s'est fait sur une analyse critique de la charte ou de la manière dont le projet de parc est conduit, et c'est cette analyse bien sûr qu'il aurait été intéressant de développer pour nos lecteurs. Ce vrai débat contradictoire n'a pas eu lieu. Pourtant c'est cela aussi la démocratie !

l'équipe d'ipns



courrier

A propos du PNR,
extraits de quelques
lettres reçues

Six maires creusois pas d'accord

"Les maires des communes creusoises dont les conseils municipaux ont décidé de ne pas adhérer au projet de Parc Naturel Régional, réunis le 26 janvier 2004, après avoir pris connaissance de votre journal de décembre 2003 (IPNS n°6), à l'unanimité :

Considèrent que tant les illustrations qui y figurent que les qualificatifs employés dans son article par Philippe Simon et les jugements qu'il porte constituent une atteinte à l'honneur et à la probité de tous les élus de leurs communes ;

Estiment que leur caractère insultant constitue une diffamation, et que de tels agissements sont indignes de personnes qui invoquent leur conscience citoyenne, et revendiquent un rôle déterminant dans notre société par l'intermédiaire de groupes informels, associations ou autre forum social ;

Expriment leur solidarité vis-à-vis de tous les élus de ces communes, quel que soit le sens du vote émis par chacun à propos du Parc Naturel régional ;

Décident qu'ils s'abstiendront d'entretenir la polémique sur les qualités respectives des élus et des divers rédacteurs du journal, et qu'ils laissent à chaque lecteur le soin de se faire sa propre opinion devant la violence du réquisitoire publié ;

Rappellent que, élus au suffrage universel, les conseillers municipaux administrent leur commune conformément aux règles de fonctionnement des institutions de notre démocratie républicaine, tout en restant à l'écoute de toutes les opinions dès lors que leur expression demeure courtoise et non partisane".

Les maires de St Pierre Bellevue, St Martin Château, Faux Mazuras, St Julien la Brégère, Pontarion et St Moreil.

"Depuis 37 ans nous n'avons jamais eu honte"

"Concernant le PNR, que l'on soit pour ou contre, à chacun sa position, mais je trouve inadmissible, maladroite et mal fondée qu'on puisse accuser d'incompétence et d'incapables les maires et conseillers municipaux qui ont voté contre l'adhésion (...). Qu'il y ait adhésion ou non au PNR, je ne pense pas que ce soit la raison principale qui puisse nuire à l'installation de familles à St Moreil ou ailleurs.

Pour ma part, issue de famille espagnole, de nationalité française, je suis mariée et mère de trois enfants, j'habite la commune de St Moreil depuis 1967, soit bientôt 37 ans, nous nous sommes très bien adaptés et intégrés. Mes parents ont travaillé dans la forêt durement et ceci jusqu'à leur retraite, puis comme nous, ils ont acheté une maison dans la commune et y vivent paisiblement (...). Nous avons choisi de vivre dans cette jolie commune que nous aimons et depuis 37 ans, nous n'avons jamais eu honte d'y vivre et nous en sommes fiers !"

Claudie Vandaud, St Moreil.

"Lettre ouverte aux habitants de St Moreil et des six autres communes ringardes"

"J'aime la région dans laquelle je vis depuis cinquante ans pour sa rage de vivre, l'opiniâtreté, l'esprit rebelle, le sens du vrai, de la république qui transpire de l'histoire limousine. Tout ceci nous le devons aux personnes qui nous ont précédés et qui ont su nous le transmettre.

Ces sept communes ont attiré depuis de nombreuses années des jeunes et moins jeunes grâce à l'extraordinaire qualité de vie de notre belle région. Toutes ces nouvelles personnes apportent leurs coutumes, leur mode de vie. Mais il est regrettable de voir que parmi celles-ci, une minorité a une approche "particulière" vis à vis de nous. Si on n'est pas d'accord avec eux, on est des moins que rien, des pauvres types, bref des RINGARDS ! Non, non et mille fois NON !"

Jean Claude Vandaud, Conseiller municipal de St Moreil.

Pas envie d'être "parqué" !

"L'esprit critique de notre conseil municipal a jugé que le fait d'adhérer au PNR n'était pas un moyen d'améliorer le sort de ses administrés. Pourquoi les traiter de ringards ? Ils ont été élus à la majorité et ont parfaitement le droit au refus. Cela est la démocratie.

Cette lettre est la réaction d'un habitant qui pendant plus de quinze ans a participé activement à la vie associative de sa commune et ne permet à personne de lui donner des leçons sur la manière de gérer son espace, qui n'est pas d'être parqué et visité comme une bête curieuse".

Miguel Iglesias, St Moreil.

"Produits fermiers : attention ! dérapages..." Suites...

"Je souhaitais vous faire part des rebondissements qu'a connus mon article sur les produits fermiers que vous m'aviez demandé (IPNS n°5, pages 6 et 7).

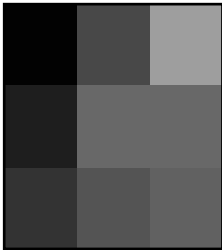
Sachez qu'il a eu un écho bien plus large que les articles scientifiques ou de vulgarisation que j'avais commis par ailleurs sur les bienfaits, succès et intérêts des différentes formes de diversifications. Je n'en connais pas tout le parcours, mais il a été repris en extenso par la revue nationale *Source* (n° 7, dossier "Tourisme et Terroir") qui cite IPNS, et par extraits dans une revue belge. A la suite de ces reprises, la revue *La France Agricole* m'a sollicité pour un dossier à venir sur la marchandisation du terroir, et le magazine *GEO* m'a contacté pour avoir des informations sur les produits identitaires.

On m'a également écrit en avoir lu des extraits dans d'autres revues qui l'ont publié (parfois en le résumant et le déformant) sans votre accord ni le mien. Mais peu importe, l'essentiel est qu'il suscite la discussion. Et vu le nombre de courriers électroniques que je reçois (souvent agacés, parfois encourageants), vous avez permis d'amorcer un débat qui couvait depuis trop longtemps. Il était temps de parler des dérives des produits fermiers. J'espère que ces échanges dépasseront le stade de la polémique et inciteront à l'action. La teneur des prochaines réglementations et l'avenir des produits fermiers en dépendent.

Je ne sais si vous souhaitez positionner votre revue dans l'impertinence, mais j'ai d'autres amis chercheurs qui dénoncent également certaines évidences, comme par exemple le mythe du développement rural par le tourisme, le concept galvaudé de développement durable, et d'autres poncifs à la mode... Il serait bon que ces débats de spécialistes confinés dans les revues universitaires que personne ne lit, arrivent sur la place publique".

Vincent Lagarde, Dournazac (87).

conseillere generale... a 14 ans



Chaque citoyen creusois a pu découvrir dans le *Magazine de la Creuse* des mois de novembre et de décembre 2003 qu'un Conseil général de jeunes venait tout juste d'être créé. Emportés par l'envie d'en savoir davantage et soucieux de connaître le représentant de notre secteur, nous voici partis à Faux la Montagne rencontrer Clémence Davigo, 14 ans, élue du collège de Felletin et responsable du secteur Sud.

IPNS : Un Conseil général de jeunes, comment ça marche ?

Clémence Davigo : Ce conseil est constitué d'élèves issus de quatrième et de troisième. Deux élèves sont élus par collège : un titulaire de troisième et un suppléant, élève de quatrième. Lors de son passage en troisième ce dernier devient automatiquement titulaire.

IPNS : Comment se sont passées les élections ? Tu as fait campagne ?

C.D : Dans chaque collège nous avons posé nos candidatures et nous nous sommes présentés avec nos projets. Un vote s'est tenu dans chaque collège avec un scrutin à la majorité relative.

IPNS : A combien vous retrouvez vous à chaque rencontre ?

C.D : Nous sommes deux par collège, répartis en quatre secteur (ouest - nord est - sud et centre) comprenant 17 collèges au total. En plénière, nous nous retrouvons donc à 34 jeunes. Cependant, seul les titulaires ont droit de vote. Ensuite, est élu un délégué par secteur. C'est à lui d'organiser les rencontres de manière tournante sur les collèges de son territoire. Ces rencontres servent à préparer les propositions soumises en Conseil général.

IPNS : Alors tu es devenue un personnage politique "comme pour de vrai" ?

C.D : Non. Par contre c'est certain que nous avons tous des projets que nous défendons en plénière et ce n'est pas toujours évident de prendre la parole devant tout le monde. En plus, c'est le président du Conseil général lui même qui anime les réunions, alors...

IPNS : Alors quoi ?

C.D : Alors c'est plutôt sérieux, nous avons chacun un temps bien précis, c'est structuré.

IPNS : La place des adultes justement dans tout cela ?

C.D : Ils sont très présents car ils assurent l'animation, posent des questions, relancent le débat. Ce qui est vraiment bien, c'est le fait que nous ayons nos projets à défendre et qu'ils soient soumis aux votes.

IPNS : Quels sont les projets en cours ?

C.D : Chaque secteur a un projet différent. Le secteur nord -est veut réaliser un film afin de faire prendre conscience des difficultés rencontrées par les handicapés dans leur vie quotidienne. Le secteur ouest propose de participer à une action humanitaire avec pour objectif de créer des liens sur du long terme. Le secteur centre souhaite initier les élèves de troisième des collèges creusois aux gestes de premier secours. Le secteur sud veut mettre en place le tri sélectif afin de sensibiliser les collégiens à la question de la collecte des déchets ménagers mais aussi s'inscrire dans l'action en pratiquant le tri directement au sein de chaque collège. D'autre projets sont en cours : des rencontres inter générationnelles, des débats sur le racisme...

IPNS : Comment tout cela est géré, est-ce que vous avez un budget ?

C.D : Pour l'instant nous n'avons pas eu à gérer cela puisque nous n'en sommes qu'au démarrage. Nous avons proposé nos projets. Ils sont soumis au vote. Lors de la prochaine plénière, nous devons réaliser les démarches, rencontrer les partenaires et évaluer le coût budgétaire.

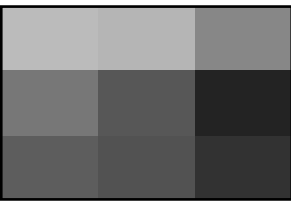
IPNS : Ca te plaît ?

C.D : Oui, c'est bien. C'est différent du Conseil municipal de jeunes de Faux où nous sommes tous du même secteur et où nous nous connaissons depuis toujours. Là, c'est moins convivial mais c'est à l'échelle départementale, on voit les choses autrement.

propos recueillis par stéphane lamontagne

Martine Mauléon

Le 16 décembre dernier, à 48 ans, mourrait la journaliste Martine Mauléon. Créatrice de la chaîne Demain, elle avait toujours milité pour la revitalisation des campagnes et leur dynamisation. C'est elle qui avait lancé sur Canal + ces émissions au cours desquelles elle répercutait les petites annonces de commerces à reprendre ou d'activités à développer. Elle avait commencé sur France Inter dans les années 70 avec une émission qui s'intitulait *Contact*, aux côtés de Jacques Pradel. Alors que ce dernier dérivait dans la pire des télévisions, celle des reality shows et autre "Perdu de vue", Martine Mauléon restait cohérente et fidèle à ses engagements et à ses choix, jusqu'à créer avec Demain une chaîne spécifique pour l'emploi et l'initiative. Que ce soit avec Télé Millevaches ou avec IPNS, nous nous sommes toujours sentis très proches de la démarche et de l'esprit de cette journaliste qui restera comme une figure du renouveau du monde rural. Elle-même disait se sentir plus proche d'initiatives associatives et militantes comme les nôtres que des autres grandes chaînes de son groupe. Elle laissera une place vacante et sa riche personnalité aura du mal à être remplacée dans un paysage audiovisuel malheureusement de plus en plus triste et cynique. Elle vivait dans un petit village du Lot, où elle a été inhumée.



Eoliennes

Où en est le projet d'éoliennes à Peyrelevade ? (cf. IPNS n°2). Il est sur les rails et les travaux devraient bientôt commencer sur le site de Neuvalle à plus de 900 mètres d'altitude. Ce sont finalement six éoliennes de 1,5 MGW chacune qui y seront installées cet été. Elles produiront 9 MGW, soit la consommation électrique de 22 000 habitants. Les travaux commenceront en avril-mai par le coulage des massifs de béton qui porteront les éoliennes. En juillet ou août, une grue géante (il n'y en a que deux ou trois de cette taille en France) arrivera sur le site pour monter à 60 mètres de hauteur chaque éolienne (soit 20 tonnes). On choisira pour réaliser cette opération spectaculaire un jour sans vent, car si ce dernier sera ensuite le bienvenu, il n'est pas possible de réaliser le montage en sa compagnie... Dès que les pales des éoliennes commenceront à tourner, le raccordement au réseau électrique se fera avec la centrale hydroélectrique de Faux la Montagne, et il ne restera plus à Gilberte Chavastelon, la maire de Peyrelevade, qu'à couper le ruban lors de l'inauguration prévue pour novembre.

PNR

La saga de la création du parc naturel régional touche à sa fin. Les trois avis attendus en janvier et février sont tous favorables : la Fédération nationale des parcs naturels régionaux, le Centre national de la protection de la nature et le Ministère de l'environnement ont dit banco ! Ne reste plus qu'à attendre le décret du premier ministre qui officialisera alors la création du PNR de Millevaches. Pour quand ? Christian Audouin, le président du syndicat mixte attend la signature de Jean Pierre Raffarin pour l'été : "*Le contexte électoral repousse cette signature mais elle devrait être apposée avant juillet*". On est toujours étonné de voir qu'en France les périodes électorales bloquent tant de choses... sans qu'on ne comprenne du reste à quelles bonnes raisons cela obéit. Mais on n'est plus à trois mois près ! Maintenant s'ouvre donc la période de concrétisation du parc. Nous aborderons cette question dans le ou les prochain(s) numéro(s) d'IPNS, en essayant de tirer quelques leçons des victoires - ou des déboires - de quelques parcs en France.

Débat autour de l'énergie

Jean François Mathieu, président de l'association "Oui à l'avenir", était l'invité des Plateaux Limousins, le 21 février dernier au Villard (Royère de Vassivière), pour aider les personnes présentes à comprendre le schéma énergétique français. Cette réunion a permis de comprendre d'où viennent les énergies que nous consommons et d'appréhender leur impact sur l'environnement. En France, 80% de l'énergie est issue du nucléaire. Le nucléaire français représente 17% de la production mondiale et 35 % de l'électricité européenne. Nous savons tous que cette production "rentable" dans l'immédiat, génère des déchets hautement toxiques que nos arrières petits enfants auront à gérer (cf. IPNS n°6). A l'échelle mondiale, si 17% de l'électricité proviennent des barrages hydroélectriques, 50% sont produits par des systèmes thermiques à flamme, générant des émissions de gaz à effet de serre. Si le taux actuel d'émission de tels gaz devait être seulement maintenu dans les années à venir, il entraînerait de profondes mutations climatiques (montée des eaux, inondations, hausse des températures...) dont nous subissons déjà les premières manifestations : tempêtes et canicules. Sans être alarmiste il nous faut repenser intégralement nos modes de consommation et de comportement (système de chauffage, climatisation des voitures, isolation des habitations...). Mais s'il faut agir sur nos comportements individuels, il faut aussi agir collectivement et exiger un débat global sur les choix énergétiques de nos pays. Qui d'entre nous a déjà participé à un référendum sur les comportements à adopter pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre ? Combien de débats locaux ont été organisés pour réfléchir sur les orientations énergétiques de l'Europe, de la France, de votre commune ? Les Plateaux limousins poursuivront la réflexion le samedi 29 mai à 14h30, avec une rencontre sur le thème des énergies renouvelables.

renseignements : 05 55 64 70 53

Positiver la migration

Catherine Moulin, adjointe au maire de Faux la Montagne et responsable des relations avec le Conseil municipal des jeunes de sa commune, a participé l'été dernier à la quatrième Université Rurale du Québec. Elle s'est en particulier intéressée à un atelier consacré aux jeunes, dont l'intitulé était : "Jeunes adultes en milieu rural : une espèce en voie de disparition ?". Elle a répondu à nos questions.

IPNS : Pour ce qui est des jeunes, la problématique québécoise vous a-t-elle parue différente de celle que nous pouvons connaître sur le plateau ?

Catherine Moulin : Certainement pas ! En fait, toutes les zones rurales un peu éloignées des centres urbains connaissent à peu près les mêmes problèmes, que ce soit de ce côté-ci de l'Atlantique, ou de l'autre. Les campagnes québécoises n'échappent donc pas au problème de ce que deviennent les jeunes qui y habitent et qui, au moment des études ou du premier emploi quittent souvent leur village d'origine. Une équipe d'universitaires d'Abitibi-Témiscamingue, une des provinces les plus reculées du Québec, s'est penchée sur cette question. Le but pour ce groupe de recherches sur les jeunes ruraux était à la fois de mieux connaître les comportements migratoires des jeunes, et, dans un second temps de proposer des pistes d'actions pour que ce phénomène puisse être vécu autrement que comme un échec irréversible, du style : les jeunes sont partis, il n'y a plus rien à faire.

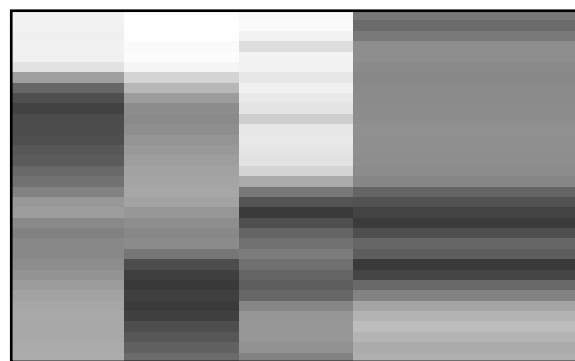
IPNS : Quel est donc le résultat de leurs enquêtes ?

C.M. : L'étude qu'ils ont menée repose sur une centaine d'entrevues approfondies avec des jeunes et sur un sondage effectué auprès de 5 500 jeunes dont un peu plus de 1 400 ruraux. De la masse de données sortie de cette vaste enquête il ressort que les ruraux sont effectivement plus mobiles que les urbains. On constate donc dans les communes de moins de 2 500 habitants un creux dans la population des 20-29 ans, et que seulement la moitié des jeunes est demeurée dans son village d'origine (et ce sont davantage les jeunes hommes qui restent que les jeunes femmes). Bref, pour répondre à votre précédente question, vous voyez que nous ne sommes pas sur le plateau aux antipodes de ce qui se

sitaites qui ont mené ce travail, insistent pour dire que la migration des jeunes marque une prise d'autonomie, que c'est pour beaucoup une manière de marquer le passage à l'âge adulte. Dans le même temps, ils constatent qu'il n'y a pas de rupture radicale et que la migration ne constitue que rarement un départ définitif ou un rejet du village d'origine. Du coup, ils concluent que la migration ne doit pas être vue comme un échec ou un mal, mais, au contraire, comme quelque chose de positif et de formateur. Le fait que les jeunes aillent voir ailleurs est une bonne chose. Il faut positiver la migration.

IPNS : "Positiver la migration", n'est-ce pas faire de nécessité vertu et accepter un phénomène qui tout de même est préjudiciable aux campagnes ?

C.M. : Tout dépend comment on la vit, comment on l'accompagne. Et c'est là que l'expérience qui a été menée au Québec est porteuse d'enseignements. Prenant acte de la réalité de la migration, changeant de point de vue sur elle pour la considérer comme un acte positif, les responsables ruraux québécois ont développé toute une série de mesures destinées à faciliter le retour. Ce qui est intéressant, c'est qu'il ne s'agit pas uniquement d'actions en direction des jeunes qui sont partis. Elles prennent en compte les trois temps de la migration : avant (lorsque le jeune est encore au village), pendant (lorsqu'il est parti), et après (lorsqu'il est reve-



C.M. : Comme je le disais, presque un quart des jeunes reviennent dans leur village (et un tiers si on compte les retours dans la même région). Mais un retour n'est jamais gagné d'avance et c'est pourquoi un effort particulier est fait vis-à-vis de ces jeunes migrants en terme d'insertion professionnelle et résidentielle. Certaines communes consentent des rabais sur les taxes d'habitation, les caisses d'épargne proposent des aides financières spécifiques, des entreprises labellisées "spécial jeunes" sont mises en place et un "support au conjoint" est proposé. Des formations à la vie muni-

Jeunes ruraux

nu). Avant l'âge du départ, il s'agit, pour reprendre leur formule, de "développer l'appartenance". Des activités de fin de semaines (vous savez que les québécois ne disent jamais "week-ends" !) sont organisées pour les enfants et les adolescents, des reportages sont réalisés avec eux sur ce qui se passe dans leur région, des "portraits de villages" sont faits dès l'école primaire. Un autre projet s'appelle "L'aventure des collines". Il s'agit de différents parcours en canoë effectués avec un historien qui fait ainsi découvrir le territoire, ses paysages et son histoire aux jeunes du pays. Outre de générer un sentiment d'appartenance, cette initiative développe aussi des liens très riches entre les générations. De même une expérience théâtrale a été menée. Le titre de la pièce était "La malle". C'est l'histoire d'un jeune qui veut quitter sa région. La pièce était destinée autant aux jeunes qu'aux parents qui ont souvent du mal à laisser partir leurs enfants. Cette pièce de théâtre était une véritable préparation à la migration.

IPNS : Et lorsque les jeunes sont partis ?

C.M. : Tout est fait pour garder le lien avec eux. On organise des retrouvailles estivales qui sont de vrais événements festifs. On tient à jour des répertoires et des listes qui permettent de savoir ce que deviennent les jeunes de la commune. On a créé un site Internet des "accros des régions" sur lequel sont diffusées chaque semaine des informations sur la région d'origine, ainsi que les perspectives d'emplois ou d'activités. Bref, tout est fait pour que le lien avec le pays ne soit pas coupé définitivement, ou ne soit pas seulement entretenu par les réseaux familiaux.

Par ailleurs, des campagnes de publicité tentent de montrer qu'une vie à la campagne est de meilleure qualité et qu'on peut y trouver beaucoup de points positifs. Des programmes d'immersion en région sont même proposés aux jeunes urbains qui sont invités à séjourner un an à la campagne, leur hébergement étant pris en charge par la collectivité !

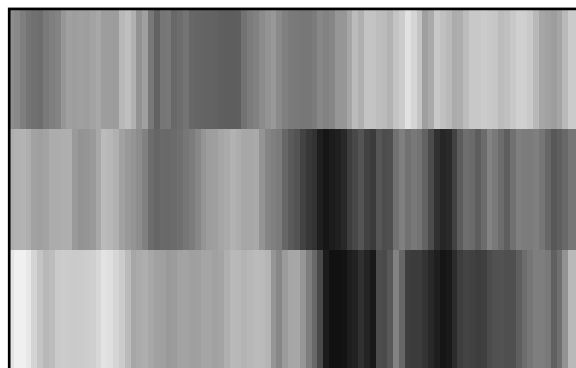
IPNS : Cette politique est-elle payante en terme de retour ?

cipale et des comités "jeune d'aujourd'hui, citoyen de demain" sont mis en place dans cette perspective. Bref des actions très nombreuses et qui prises individuellement demeurent modestes, tentent de créer les conditions les plus favorables aux retours des jeunes. D'autres initiatives, pas spécialement destinées aux jeunes migrants, y contribuent aussi. Ainsi certains comités travaillent à mobiliser leurs diasporas en sollicitant des capitaux pour investir au pays ou en filant des coups de main en fonction de leurs savoir-faire. Bref, en partant de l'idée que la migration fait partie de la vie des jeunes ruraux et leur permet de s'engager dans une démarche de choix, toute une série d'actions est possible et prend du sens. Il ne s'agit plus de diaboliser le départ, mais de travailler sur ce qu'il a de positif et d'éventuellement transitoire. Lorsque j'entends des témoignages comme celui-ci, je me sens confortée dans l'idée que faire un Conseil municipal des jeunes dans un village du plateau, s'investir dans la vie associative, développer des activités culturelles, sont des manières de travailler sur le long terme pour ceux qui aujourd'hui ont dix ans sur le plateau.

Plus globalement je pense que ce serait là un véritable chantier qui devrait être prioritaire pour le futur parc naturel régional, en cohérence avec les actions que mènent ou pourraient encore mener la région Limousin. Il y a là un enjeu important, sur lequel la réflexion et l'énergie de ces structures devraient se concentrer.

pour en savoir plus sur l'étude québécoise sur les jeunes ruraux : www.obsjeunes.qc.ca

photos Association Métamorphose (Ussel)



passer au Québec !

Mais ce qui est le plus intéressant dans la suite de l'enquête, c'est ce que répondent les jeunes qui ont quitté leur village, à la question : Si vous en aviez la possibilité, souhaitez-vous revenir dans votre village d'origine ? Ils sont 59% à répondre oui (contre 38% qui n'ont pas envie de revenir). Evidemment cette réponse est conditionnée au fait qu'ils puissent trouver un emploi sur place. Leurs motivations pour justifier ce désir de retour est de se rapprocher de leur famille et de retrouver une qualité de vie qu'ils n'estiment pas avoir en ville. Et effectivement, dans les faits, on constate que 34% des jeunes reviennent dans leur région d'origine, et que 23% reviennent même dans leur propre village. C'est loin d'être marginal !

IPNS : A l'origine quelles sont les motivations du départ ?

C.M. : Outre la question des études et de l'emploi, il y a souvent à l'âge où l'on devient un jeune adulte, le ras le bol du village, le désir de partir voir ailleurs. En ce sens les univer-

VIVRE EN CEVENNES

Le logement, goulot d'étranglement de l'installation en milieu rural.



La difficulté de trouver à se loger est un obstacle majeur à l'accueil de nouveaux habitants. Vérité sur le plateau de Millevaches ; vérité en Cévennes où un groupe d'habitants a décidé de prendre ce problème à bras le corps. Cette initiative originale et volontariste a débouché sur la création d'une société coopérative d'intérêt collectif (une SCIC) dont une des missions est de trouver des solutions au problème du logement. Par la problématique comme par la manière de l'aborder, ce groupe témoigne d'une approche et d'un mode d'action qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe ici en matière d'accueil avec "le réseau d'accueil associatif". Nous avons interrogé Jean Luc Mathieu, un des responsables de la SCIC "Bois 2 Mains".

IPNS : Les Cévennes sont une région qui attire beaucoup. Pourtant s'y installer n'est pas toujours évident. Comme disent les vieux chez vous : "Qui veut Cévennes, veut ses peines". Quelles sont les principales difficultés de l'installation ?

Jean Luc Mathieu : La problématique est double : accéder à un revenu et se loger dignement. Si on parle revenu, il faut savoir que les Cévennes sont désertées par l'emploi. Le pays n'a pas su développer des activités de production basées sur ses ressources propres. Seuls quelques agriculteurs peuvent s'en sortir grâce aux aides publiques tant que les réglementations permettront encore une agriculture différente. Après il reste le travail au noir, source de revenus pour une bonne partie des sans-emploi mais qui accentue une forme de précarité durable...

Si on parle logement, il est indéniable que des habitations existent, il suffit de voir les ruines et les maisons inoccupées qui parsèment les montagnes. Mais les limites à son accession sont multiples :

- l'aspect réglementaire : la loi montagne qui interdit la reconstruction sur de nombreux périmètres, et notamment l'obligation communale de fournir l'eau et l'accès, ce qui contraint les maires à ne pas signer de permis.
 - la situation d'indivision de nombreuses habitations.
 - les aides à la rénovation, bien plus favorables pour un gîte touristique que pour une habitation permanente.
 - enfin et surtout la pression foncière qui a vu en quelques temps les prix s'envoler, signe d'une convoitise de plus en plus exacerbée qui pousse certains à investir pour spéculer.
- Bref, le constat est surprenant, mais il est là : les conditions d'accès à la propriété sur ce territoire ne correspondent plus aux possibilités économiques, d'activités et de revenus de ce même territoire.

IPNS : Dans ce contexte qui rappelle celui du plateau où la pression foncière devient de plus en plus forte depuis quelques années, un certain nombre d'habitants, dont vous êtes, a décidé de réagir. Comment cela s'est-il passé ?

J-L. M. : A quelques-uns de notre vallée, on s'est posé la question : comment s'en sortir ? Une première évidence, c'est la solidarité nécessaire entre tous afin que chacun puisse avoir sa chance. Seul et avec peu, voire sans moyen, il est illusoire de pouvoir s'en sortir. Ainsi sont nées les "journées chinoises", traditionnellement le samedi, des journées consacrées à l'entraide chez l'un ou chez l'autre en fonction des besoins, celui qui reçoit offrant la nourriture. En cinq ans, ces journées ont fait leurs preuves : temps de rencontres et de convivialité, de sérieux et de rigueur dans les travaux accomplis, de partage d'expériences et de compétences... Aussi elles attirent de plus en plus de personnes des trois communes environnantes, en majorité des jeunes adultes, d'origines et de parcours totalement différents et qui ont pour seuls liens le territoire et leur volonté d'y exister. A force de travail commun, les réflexes, l'organisation, les capacités s'affinent. Tous se souviennent encore, de cette journée passée à sortir une châtaigneraie de la ronce et de la broussaille et qui, en fin de journée, tiraient les larmes du vieux cévenol venu observer tous ces jeunes qui s'affairaient.

IPNS : Ces chantiers de solidarité ne peuvent néanmoins pas suffire à résoudre tous les problèmes...

J-L. M. : Effectivement. La solidarité arrondit les angles, mais les problématiques - vivre et se loger - restent entières. Des nombreuses discussions qui animent les "chinois" sort une révélation : l'importance dans le pays de la reconnaissance par le travail. C'est dans l'esprit cévenol, laborieux et infatigable : "On ne choisit pas les Cévennes, ce sont elles qui vous choisissent".

Oui mais, quel travail ? Le plus évident semble être l'agriculture. Mais qui veut d'une agriculture réalisée en moyenne montagne sur des terres pauvres, escarpées et au climat rigoureux ? A quel prix réaliser une agriculture qui entre dans les cadres communs ? De fait, l'accueil touristique est devenu la source de revenus indispensable à l'agriculteur cévenol. La reconnaissance de la pluriactivité traditionnelle, nécessaire sur ce territoire, est désespérément inconnue de l'administration. Et qui dit agriculture, dit terre, d'où le problème foncier...

Le problème est global, il demande une réponse globale. On voulait trouver ensemble les conditions de nos existences localement. On était alors courant 2001. Notre nombre et nos volontés de dégager un revenu nous ont fait étudier, d'entrée, le statut coopératif. Jusqu'à ce qu'on entende parler d'un nouveau statut, alors en gestation, la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Le législateur balbutiait sa définition, mais pour nous c'était clairement le statut qui correspondait à nos attentes. L'intérêt collectif, tout est là. C'est le fondement de ce que l'on voulait créer dans la continuité de la solidarité plus ou moins informelle des "journées chinoises". Ce que nous voulions :

- une activité économique, source de revenus, utile au territoire, à ses salariés et à ses usagers.

- une activité environnementale dans un souci de préservation du territoire. C'est pourquoi nous avons choisi la forêt, en insistant sur le bois bouscasse (châtaignier non greffé destiné à produire du bois d'œuvre), ressource importante du territoire mais souffrant d'une absence d'entretien et de suivi.

- une activité liée au développement du logement en Cévennes.

- une activité liée à l'accueil, l'insertion, l'aide aux publics en difficultés et présents sur le territoire.

La SCIC permet sous le même statut cet ensemble de choses. L'activité économique se déclare au registre du commerce et l'intérêt collectif est agréé par la préfecture pour une durée de 5 ans.

IPNS : Quelles sont donc les missions d'intérêt collectif de votre SCIC, en particulier en ce qui concerne le logement ?

J-L. M. : En terme de logement, nous émettions deux perspectives :

- créer un concept de "cité de transit", destinée à l'accueil d'urgence et de courtes durées.
- créer un concept de "Maison d'Intérêt Collectif", lieu à usages multiples (agriculture, environnement, accueil touristique, insertion...) sous contrat pour ceux qui l'utilisent.

Nous en étions à l'état des concepts, des perspectives, des enjeux. Par exemple, le terme "cité de transit", repris de la période de reconstruction de l'après-guerre, ne va pas sans choquer nos interlocuteurs. Nous l'avons délibérément choisi afin d'interpeller sur une situation urgente et qui doit rester inacceptable.

Une fois la SCIC constituée, il nous fallait préciser nos actions à mener. Aussi, nous avons créé un groupe, au sein de BOIS 2 MAINS, qui rassemble sans exclusive les associés et toutes les personnes désirant s'impliquer dans la démarche : le groupe INSTAL'ACTION.

Le problème du logement est sensible, chacun cherche sa solution, souvent isolément, les informations ne sont pas partagées, la concurrence règne. Face à cette situation, INSTAL'ACTION se proposa de considérer différemment les choses : affirmer collectivement les soucis et les besoins de logement, associer et sensibiliser les acteurs du territoire à ces problématiques afin d'élaborer, tout aussi collectivement, des solutions. Bref, il faut mettre tout le monde autour de la table et discuter.

Aussi, il est décidé d'organiser, le 29 août 2003, une journée de sensibilisation et de discussions autour du thème : "Se loger en Cévennes".

La matinée était consacrée au débat. Nous avions choisi de nous réunir sur l'emplacement d'un ancien chalet auto-construit notamment lors des "journées chinoises". Il abritait en son temps, trois jeunes et était destiné à l'accueil d'autres personnes en difficulté. Le propriétaire nous laissait gracieusement mener cette expérience. Suite à une plainte, le propriétaire fut assigné en justice et mis en demeure de démonter l'installation. Le démontage fut réalisé en "journée chinoise", mais nous avons toutefois pris soin de conserver l'ossature de la structure comme un squelette sur la montagne pour montrer que rien n'était réglé.

La centaine de participants se trouve rapidement un peu surpris par cet événement : c'est bien la première fois que se retrouvent autour de cet enjeu, des politiques, des administratifs et des personnes en recherche de logement. Sans agressivité ni altercation, chacun se concentre sur l'élaboration de pistes de solutions.

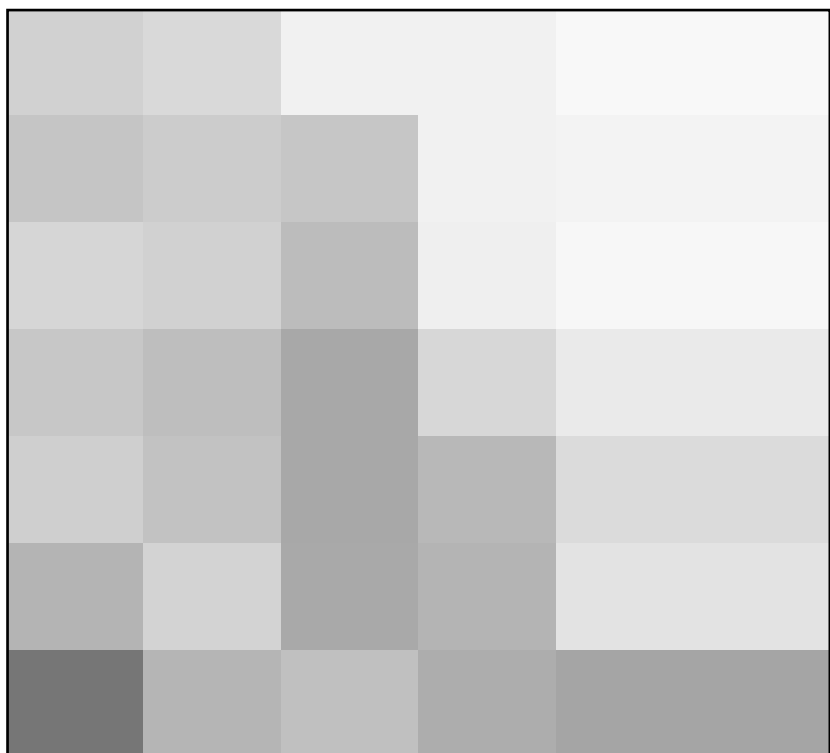
En soirée, nous organisons un concert et des animations pour donner un aspect festif à l'événement. Les personnes en recherche de logement sont invitées à revêtir un T-shirt avec le logo d'INSTAL'ACTION (en fond sur cette page) afin de marquer encore plus l'importance de notre problème. Finalement, ce sont 300 personnes qui participèrent à cette soirée sur le terrain municipal de Saint-Frézal de Ventalon qui n'avait plus connu ça depuis fort longtemps ! Cet événement nous a permis de nous faire connaître et reconnaître comme acteurs de cette situation, de créer un réseau de partenaires sensibilisés par notre démarche, d'amorcer une méthode de concertation devant mener à la réalisation et à l'action.

IPNS : Votre histoire, qui n'en est qu'à ses débuts, prouve l'importance de l'initiative plus ou moins spontanée qui émerge du terrain. Quel enseignement principal en tirez-vous ?

J.L. M. : Ce qu'a déjà permis le collectif nous assure de l'importance de "rester groupés", fédérés et solidaires. La réponse au problème du logement en Cévennes doit être collective pour être durable, la recherche de solutions individuelles ne le résoudra pas. Se sentir acteur et responsable de son territoire, investi dans une démarche d'intérêt collectif, est déjà le signe de la réussite du groupe et de son initiative. Et ça, ce n'est déjà pas si mal...

Contact : bois2 mains - groupe logement,
Le Fresquet, 48240 St Fréal de Ventalon.
Tel : 04 66 45 44 92. Mail : bois2mains@free.fr

UNE MER DE DECHETS



Qui, en se baladant sur le plateau, n'a jamais vu au détour d'un chemin, au bord d'une route ou au milieu d'un pré, une carcasse rouillée de voiture, un tas de poubelles ou, pire, une véritable décharge comme on en voyait un peu partout en France il y a encore quelques années ?

Avouons-le, au regard de la loi de 1992 qui interdit désormais toute décharge dans la nature, nous avons encore quelques retards... La partie Haute-Vienne du plateau par exemple offre quelques beaux spécimens de décharges quasi sauvages et la Corrèze n'a pas encore mis en place le tri sélectif des déchets. Bref, on a encore chez nous du travail à faire pour gérer correctement les tonnes de déchets que nous produisons chaque année...

Pour nous y aider, nous avons demandé à l'association *Le Monde allant vers...* qui projette la création d'une "ressourcerie" à Eymoutiers, de faire pour nous le tour de la question. Et si vous pensez que l'enjeu est d'importance, que vous soyez élus ou simples citoyens, rendez-vous la semaine du 29 mars pour un événement au cours duquel *Le Monde allant vers...* vous dira tout (ou presque) sur les déchets, la manière de les gérer et d'en produire de moins en moins. Ce sera "un pas plus loin" après la lecture de ce dossier.

La ressourcerie culturelle *Le Monde allant vers...*

Quand le déchet devient ressource

La consommation de nos sociétés augmente de 3% chaque année. Cela nécessite de prélever toujours davantage dans les ressources de la planète qui n'a plus les capacités de les renouveler.

En France, nous produisons chaque année plus de 20 millions de tonnes de déchets ménagers, soit plus de 40 tonnes chaque minute !

Un développement durable sur la planète nécessite de mettre en œuvre la réduction des déchets, leur réutilisation maximale et leur recyclage.

Conscient de ces enjeux, un groupe de personnes nouvellement arrivées sur le plateau de Millevaches a décidé de travailler concrètement sur cette problématique.

En novembre 2002, l'association *Le monde allant vers...* est créée (Cf. IPNS n°4). Elle a pour objectif de mettre en place une structure appelée ressourcerie culturelle, et compte actuellement une soixantaine d'adhérents. Nous avons demandé à ses promoteurs, Guillaume Codet, Olivia Garnier et Yvon Le Sidaner, de nous présenter ce projet.

IPNS : Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est une "ressourcerie" ?

Le Monde allant vers... : Une ressourcerie est un centre de valorisation des déchets et de promotion de comportements plus respectueux de l'environnement.

Concrètement, une ressourcerie met en pratique trois thèmes majeurs concernant la gestion des déchets : la réduction à la source, le réemploi et le recyclage.

En ce qui concerne la réduction à la source, chacun sait bien que les déchets qui coûtent le moins cher au citoyen et qui n'ont pas d'incidences sur l'environnement sont ceux que l'on ne produit pas !

La sensibilisation et l'information peuvent permettre de changer nos comportements, de retrouver un bon sens que, pour beaucoup, nous avons perdu en une génération. Il s'agit de mettre en pratique au quotidien les gestes qui permettent de réduire le gaspillage et les déchets pour que nos enfants ne vivent pas sur une planète pillée et dévastée.

Notre deuxième axe c'est le réemploi. Beaucoup d'objets qui partent en décharge ou en déchetterie peuvent être réutilisés, soit en l'état, soit après réparation, soit en pièces détachées après démontage. Ils peuvent aussi être détournés de leurs fonctions premières pour d'autres utilisations (artistiques par exemple). Donner une deuxième vie aux objets, c'est réduire les tonnages en décharge et donc les coûts pour les citoyens. C'est également offrir à la vente des objets à prix modiques.

Enfin, en dernière solution, il y a le recyclage. Certains objets, inutilisables, peuvent être démontés afin de séparer les matières pour les valoriser. Par exemple un canapé convertible hors service qui va normalement à la décharge peut être démonté et valorisé en bois, tissu et métal. Cette action participe encore à la réduction des tonnages en décharge. Elle a également une incidence sur la préservation des réserves de la planète car les matières recyclées servent à refabriquer des objets sans prélever dans les gisements naturels.

IPNS : Concrètement, que fera votre ressourcerie ?

M.A.V. : Le projet du *Monde à l'envers...* se déclinera de quatre manières : des collectes à domicile sur rendez-vous, en porte à porte ou en apport volontaire. Ces collectes sont faites délicatement (les objets ne sont donc pas jetés en vrac dans des bennes) afin de préserver les objets dans le but de leur réemploi ou de leur recyclage.

. des ateliers de valorisation (tri, réparation, remise en état, démontage).

. un magasin de vente pour offrir à prix modiques les objets remis en état.

. la sensibilisation (dans le magasin de la ressourcerie, dans les écoles, les lieux publics...) qui permet de prendre conscience de l'impact de nos comportements sur notre environnement. Elle favorise la maîtrise de notre consommation et donc des déchets produits.

IPNS : Aujourd'hui quelles sont vos activités ?

M.A.V. : Actuellement nous menons une étude de faisabilité pour valider la pertinence d'une telle initiative sur le pays Monts et Barrages en Haute-Vienne (cantons d'Eymoutiers, Châteauneuf la Forêt et St Léonard de Noblat). Nous recherchons un local à Eymoutiers ou en périphérie pour y installer notre magasin. En effet, nous avons déjà commencé des collectes auprès des particuliers, trié et valorisé les objets recueillis et nous organisons des ventes mensuelles sur le marché d'Eymoutiers. Enfin, nous préparons une grande manifestation d'une semaine à Eymoutiers au printemps 2004 : "Un pas plus loin...", qui montrera grandeur nature ce que peut faire une ressourcerie (voir programme de cette manifestation page 9). En attendant, si vous avez un grenier à vider, une cuisinière ou un poêle dont vous n'avez plus l'utilité, des vêtements que vous ne portez plus, et tous objets dont vous voulez vous débarrasser (livres, vaisselle, électroménager, bibelots...) vous pouvez faire appel à nos services gratuitement.

IPNS : On a bien compris les missions d'une ressourcerie. Mais pourquoi une ressourcerie "culturelle" ?

M.A.V. : On ne veut pas faire que des collectes, du tri et de la remise en état. Notre action se justifie surtout si elle débouche sur une évolution de nos comportements de consommateurs... C'est une véritable évolution culturelle qui est nécessaire. Nous ne travaillons pas seulement sur la matière et le déchet, mais sur tout ce qui autour, dans nos manières de vivre, d'acheter, etc. génère ces déchets. Concrètement la ressourcerie ne sera pas seulement un lieu où l'on trouvera des objets recyclés. On pourra y organiser des débats, y présenter des expositions, proposer de la documentation ou bien demander à des artistes d'intervenir au sein même de notre structure. C'est pourquoi nous parlons de ressourcerie "culturelle".

L'association *Le Monde allant vers...* intervient sur les territoires suivants : cantons d'Eymoutiers, Saint Léonard, Châteauneuf la forêt, communauté de communes de Royère-Bourganeuf, communauté de communes du plateau de Gentioux et cantons de Bugeat, Sornac et Treignac.

Les prochaines ventes mensuelles à Eymoutiers auront lieu les samedi 13 mars, 10 avril, 8 mai, 12 juin, sous la halle couverte (sous la bibliothèque).

Si vous désirez soutenir l'association et participer à ses actions, l'adhésion est de 10 euros par personne ou 15 euros par famille. Vous serez alors régulièrement tenus au courant de ses activités par l'intermédiaire d'une petite feuille de chou.

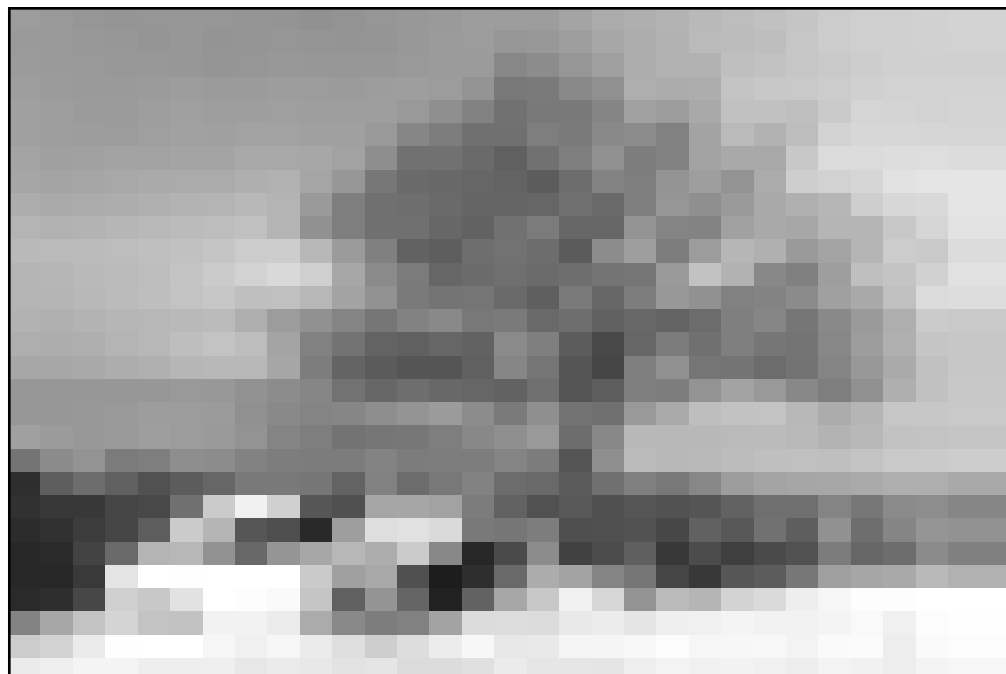
contact : association le monde allant vers...

BP 14 87120 Eymoutiers.

Tel : 05.55.64.23.11 ou 06.33.14.30.28

Mail : asso.le.monde.allant.vers@caramail.com

Aujourd'hui, en Limousin, il existe encore des décharges autorisées plus ou moins sauvages



La société de consommation est aveugle : il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète dont les ressources sont limitées. Nous risquons d'avoir épuisé la majeure partie des réserves en pétrole et en métaux avant 2050. Les pollutions déséquilibrent le climat et affaiblissent notre santé. La biodiversité s'effondre.

La société de consommation engendre un pillage : 20 % de la population de la planète, les pays riches, consomment 80 % des ressources planétaires. Elle nous réduit à une seule dimension : consommateur.

Ainsi nous produisons environ 400 kg de déchets par an, soit 1 kg par jour. Cette quantité augmente dangereusement de 2 à 3% par an.

Notre poubelle se compose d'une moitié d'emballages (papier, carton, verre, plastique, métaux), d'un tiers de fermentescible, le restant de petits éléments, de textile, de déchets divers (encombrants et déchets ménagers spéciaux) et de complexes (tetrapack...)

En 1975, la première "loi déchets" initie timidement la politique relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Cette loi définit la notion de déchet et précise les responsabilités et les obligations de leurs producteurs. Les gros groupes se ruent et investissent, la manne doit être intéressante, les incinérateurs avec leur joli panache se mettent à pousser comme des champignons et les décharges se transforment en centre d'enfouissement technique (CET). Malgré son titre, cette loi ne comprend aucune disposition sur la récupération des matériaux !

robinets de notre région?

Les déchèteries fleurissent partout en France et tentent de résorber les dépôts sauvages en accueillant les encombrants et les toxiques.

Cette loi s'était fixée l'échéance de 2002 et notre plateau limousin apparaît bien morcelé et hétérogène pour la mise en application définitive de ce dispositif.

En effet, certains territoires ont joué rapidement la carte de l'intercommunalité, ont mis en place la collecte sélective et ont construit des déchèteries avec des collectes d'encombrants en complément pour desservir les communes éloignées. D'autres au contraire, n'en sont encore qu'aux balbutiements et accusent un retard plus que certain ! (Voir page 8 "reconnaissez votre décharge ?")

Aujourd'hui sont mises en place des filières spécifiques : médicaments, piles, huile de vidange, batteries et pneus retournent chez les revendeurs. Demain ce sera le tour de

des produits contenant des éléments dangereux pour la santé ou dommageables pour l'environnement. Chaque personne se débarrasse de 2 kg par an de ces poisons. Une infime partie en est traitée. Où va le reste ? Dans l'évier, à la poubelle ou au fond du jardin ?

Aujourd'hui en 2004, en Limousin, il existe encore des décharges autorisées plus ou moins sauvages où l'on dépose quotidiennement impunément des réparables (gros électroménagers), des recyclables (verre, carton, pneus, métaux, emballages, vêtements), des toxiques qui vont polluer la nappe phréatique (médicaments, télévisions, peintures, batteries, piles) et des non-recyclables (jouets, objets en plastiques qui feront sans doute le bonheur des archéologues de demain).

Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir si nous voulons renverser la courbe de progression de la production de nos déchets. Le grand défi de demain est la réduction à la

PAS BELLES LES POUBELLES

Il faudra attendre la loi de 1992. Il y apparaît la notion de déchets ultimes : en effet, ceux-ci ne pourront plus aller directement dans un trou au bout du village, mais devront subir un tri, un traitement, une valorisation avant leur incinération ou leur enfouissement technique.

C'en est fini les décharges brutes à coût zéro. En fait, sous-estimé à l'époque il sera payé par la génération suivante (réhabilitation de décharges, impact écologique et sanitaire par pollution des eaux).

**Chaque individu produit environ 400 kg
de déchets par an, soit 1 kg par jour**

Pour relayer ces dispositions nationales, le territoire est organisé par des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés, qui optimisent les choix et distribuent les rôles. L'intercommunalité évolue pour que les collectivités aient des compétences au bon niveau. Mais on a souvent à faire à un embrouillamini.

Cette loi fait faire à la société française un saut important en passant d'une fonction d'élimination des déchets à une fonction de valorisation de matière.

Les collectes sélectives des emballages, qui occupent quasiment la moitié de notre poubelle, commencent à se mettre en place (la Corrèze n'en est pas encore pourvue !). Cet été, les éco-points se sont remplis avec frénésie, la population est sensibilisée et effectue bien le tri, mais faut-il se féliciter de boire autant de boissons embouteillées alors que nous avons encore une eau d'excellente qualité aux

l'électroménager d'être démantelé dans des filières spécialisées.

Mais que dire de nos déchets verts, dont des quantités industrielles arrivent dans les déchèteries, dans le meilleur des cas ? Ce compost, ainsi fabriqué avec les déchets verts des villes et des particuliers, répond-il à l'appauvrissement des sols de nos champs, qui ont perdu la moitié de leur humus en 50 ans ? Ne faut-il pas plutôt remettre en question notre production agricole et horticoles et laisser nos tontes et élagages pourrir au fond du jardin ? Dans le pire des scénarios ils finissent tout bonnement aux ordures pour atterrir dans un centre d'enfouissement ou un incinérateur à 80 km de là !

Que dire également de nos encombrants (entre 50 et 100 kg/personne par an) qui symbolisent bien notre société du jetable. Auparavant, une machine à laver, un réfrigérateur ou un téléviseur vivaient une quinzaine d'années et nous pouvions espérer les réparer en cas de panne. Aujourd'hui cinq ans paraissent tenir du miracle et le réparateur s'est transformé en commercial à "promo" !

Le matériel informatique, quant à lui, bat tous les records puisqu'il est soi-disant obsolète en deux ans.

Le progrès nous apporte l'aggloméré, la mousse et le tissu synthétique difficilement démontables et recyclables.

De même pour les jouets de nos chérubins fabriqués en plastiques non recyclables et forts consommateurs de piles. Qui n'a pas des fonds de pots de peinture, des insecticides, de l'acide et des produits de jardinage sur une étagère dans son garage ? Les déchets ménagers spéciaux (DMS) sont

source, qui représente l'étape incontournable la plus difficile et passe par un changement radical de nos comportements. Cette phase ne dépend plus de procédés industriels onéreux mais de la sensibilisation, surtout auprès des plus jeunes.

Seule la réduction à la source permettra de réduire la facture à payer qui devient de plus en plus lourde, malgré le tri et l'effort demandé à la population ! On se rend compte, en fait, que ce qui coûte le plus ce n'est pas la collecte sélective mais toujours ce qui échoue en CET, et c'est cette part non "valorisable" qui augmente d'année en année. Il faut absolument s'attaquer à la réduction des déchets à la source !

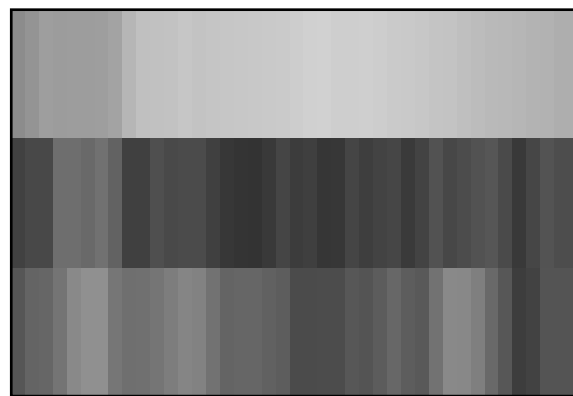
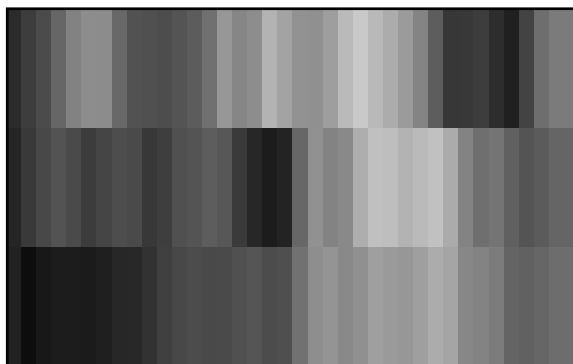
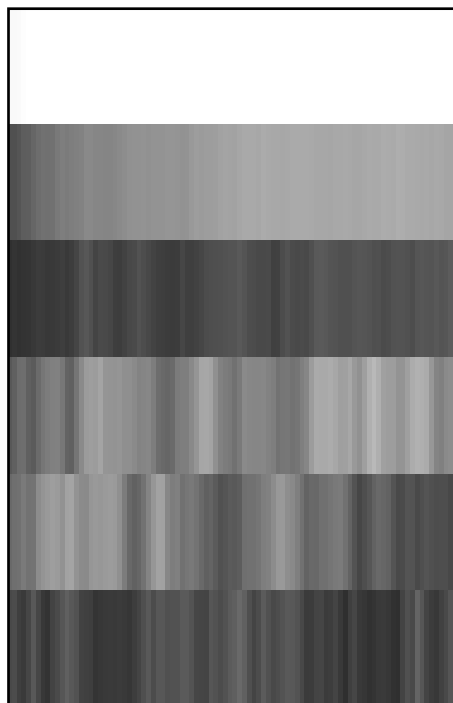
Il faut passer du statut de simple consommateur à celui de consomm'acteur.

Quand nous effectuons nos courses, donnons nous quelques repères pour la protection et la durabilité de l'environnement. Dans quelle région ou quel pays le produit a-t-il été fabriqué ? Avec quel mode de production, quelle consommation d'énergie ? Sans oublier l'éthique du fabricant autant à l'égard de la toxicité et de la recyclabilité des ingrédients, qu'aux conditions de travail des salariés. Toutes ces questions rassemblées, il nous reste à regarder le contenu de notre porte monnaie et le temps dont nous disposons. En pensant que demain le suremballage et les sacs plastiques de sortie de caisse seront surtaxés. L'acte d'achat se transforme en véritable parcours du combattant.

Bon courage et à Bientôt !

ylvon le sidaner

Reconnaissez votre décharge



Réduire, c'est possible !

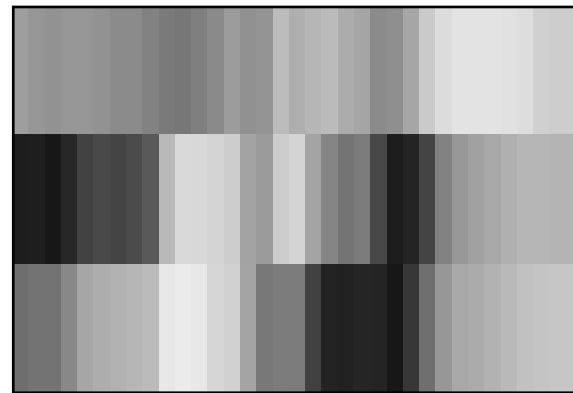
Certains l'ont fait, et aussi incroyable que cela puisse paraître, ils ont même obtenu des résultats !

Le Massachussets, aux Etats-Unis, est parvenu à réduire sa production de déchets toxiques de 50% en dix ans, grâce à des planifications obligatoires pour les entreprises dans le cadre de la loi TURA (Toxic Use Reduction Act) adoptée en 1989.

L'Irlande, en appliquant une taxe sur les sacs plastiques, a entraîné une baisse de leur consommation de 90%.

A Dilbeek, en Belgique, l'application du principe pollueur payeur, au travers d'une facturation par foyer proportionnelle au volume de déchets non recyclables et d'une bonne information, a contribué à réduire la production de déchets, et le coût pour la collectivité s'en est trouvé réduit également.

Source : CNIID Infos, n°14 (4ème trimestre 2003)



Déchets de l'informatique

Nous avons trop facilement tendance à voir les "nouvelles technologies" de l'électronique et de l'informatique comme des industries "propres". La réalité est nettement moins rose. En particulier on ne sait absolument pas quoi faire de tous ces ordinateurs qui sont condamnés au rebut soit parce qu'ils sont devenus obsolètes (de plus en plus rapidement), soit parce qu'il revient moins cher d'acheter du neuf que de faire réparer (essayez de faire réparer un magnétoscope, juste pour voir...).

Pour l'année 2000, la France aura mis à la poubelle 1,5 million de tonnes de déchets électroniques. Aux Etats-Unis, ce sont plus de 50 millions d'ordinateurs qui sont jetés à la poubelle chaque année !

Des filières de recyclage tentent de se mettre en place mais restent limitées en raison du coût. Les sociétés de recyclage spécialisées ne survivent que grâce à la volonté de quelques rares entreprises qui font le choix de l'écologie. Ainsi, la quasi totalité de ces appareils finissent en décharge ou incinérés. Or ils contiennent des substances telles que le plomb, le cadmium et le mercure, le chrome ou l'arsenic, particulièrement toxiques qui risquent de polluer l'environnement.

Devant la difficulté de traiter ces déchets, un inquiétant commerce s'est développé pour les exporter vers des pays pauvres peu regardants sur ce qui arrive sur leur territoire.

Les destinations de préférence de ces machines rejetées sont la Chine, l'Inde et le Pakistan. Là-bas, une main d'œuvre qui gagne la misère s'applique à les démonter pour récupérer l'or, l'argent et le platine dont une machine contient à peu près 40 grammes de chaque.



La sécurité sur les lieux de travail n'existe guère dans de telles entreprises de récupération, qui relèvent plutôt d'un artisanat primitif alimenté, donc contrôlé, par des réseaux d'importation assez puissants pour pouvoir éviter toute intervention éventuelle de la part des autorités. Et comme les processus de récupération exigent des mélanges chimiques hautement toxiques (le plus souvent à base d'acide), en plus de squelettes d'ordinateurs toxiques par dizaines de millions, ces entreprises engendrent une pollution chimique qui menace tant les eaux de la surface que les nappes phréatiques.

Pour s'opposer à cette déferlante, les pays pauvres appuyés par nombre d'ONG tentent l'interdiction de tout déplacement de matières toxiques. La France, qui s'adonne par ailleurs au commerce de déchets nucléaires, est bien entendu fermement opposée à une telle interdiction...

par ailleurs au commerce de déchets nucléaires, est bien entendu fermement opposée à une telle interdiction...

La vie de vos dechets

- Trognon de pomme : de quelques jours à six mois
- Mouchoir en papier : trois mois
- Ticket de bus : trois à quatre mois
- Mégot sans filtre : trois à quatre mois
- Mégot avec filtre : un à deux ans
- Allumette : six mois
- Chaussette en laine : un an
- Chewing-gum : cinq ans
- Boite de conserve en fer : 10 à 100 ans
- Briquet jetable : 100 ans
- Canette en aluminium : 200 à 500 ans
- Sac en plastique : 450 ans
- Bouteille en plastique : 100 à 1000 ans
- Bouteille en verre : 4000 ans

Source : IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer)

photos du dossier yvon le sidaner

Les gestes au quotidien



Evitons les produits jetables !

Fabriqués pour être jetés : le comble de l'absurde ! Le service rendu est sans commune mesure avec leur impact sur l'environnement.

Limitons l'achat des piles :

Leur fabrication nécessite 1000 fois plus d'électricité qu'elles n'en redistribuent. De plus, une fois usées elles restent encore très polluantes. Préférez, un branchement secteur ou à défaut, utilisez des piles rechargeables qui se réutilisent environ 1000 fois.

Achetons et consommons des produits de saison et locaux :

C'est agir pour une réduction des coûts énergétiques de production, de transports et participer au dynamisme local.

Evitons les emballages superflus :

Ils sont payés deux fois : à l'achat et à l'élimination.

Ayez toujours un panier, un sac ou un cabas à roulette dans le coffre de votre voiture.

Cela évite d'utiliser les sacs plastiques distribués (trop) généreusement en caisse...

Un sac plastique met 400 ans (6 générations) à se dégrader.

Eteignons réellement la télé, l'ordinateur...

La position "veille" de vos appareils, peut représenter jusqu'à 70% de leur consommation totale. Vous pouvez vous munir de prises multiples à interrupteur.

Investissons dans les lampes économes :

Elles consomment 5 fois moins d'électricité et ont une durée de vie 6 fois supérieure, soit un rendement 30 fois meilleur que les "vieilles" ampoules à incandescence.

Ne nous servons pas de notre cheminée comme d'un incinérateur...

Jeter au feu des déchets domestiques qui contiennent notamment du plastique et des teintures peut être dangereux pour la santé : cela dégage des polluants toxiques lors de la combustion.

Lavez propre ...

Impitoyables avec les taches et les graisses la plupart des détergents le sont aussi avec l'environnement. Les phosphates des lessives provoquent la prolifération d'algues microscopiques, dangereuses pour la vie aquatique. Aujourd'hui, les quantités de phosphates mesurées dans les rivières sont 10 à 15 fois supérieures aux teneurs naturelles. Utilisons les produits les plus respectueux pour l'environnement et sachons les doser.

Ne jetons plus les fermentescibles :

Nos poubelles contiennent en moyenne 30% de déchets organiques (épluchures de légumes, déchets de jardin) qui, déposés dans le jardin, se transformeraient naturellement en humus, et peuvent même servir de compost pour fertiliser le sol.

Réfléchissons à notre chauffage :

Préférons d'abord le bois, ressource locale.

Adapter si on peut son chauffage à ses besoins permet des économies considérables : un degré de moins dans un logement représente 7% d'économie d'énergie.

N'hésitons pas à dégivrer le réfrigérateur !

Si la couche de givre dépasse 3 millimètres sur les parois de votre appareil, cela crée un effet isolant et une surconsommation d'énergie de 30%. Par ailleurs, évitons d'y introduire des éléments chauds, et utilisons des boîtes hermétiques pour les restes.

Ne jetons pas nos huiles de vidange n'importe où !

Un litre d'huile de vidange dans une rivière, cela crée sur l'eau, une pellicule d'une surface de 10 000 m².

Avec *Le Monde allant vers*, faisons...

Un pas plus loin...

Le monde allant vers... organise avec la commune d'Eymoutiers une manifestation intitulée "Un pas plus loin...", visant à sensibiliser les citoyens à la problématique des déchets.

Cet événement se déroulera durant une semaine du lundi 29 mars au dimanche 4 avril 2004 et sera une préfiguration des actions de la ressourcerie culturelle.

Au programme :

Collecte d'encombrants sur la commune d'Eymoutiers
Elle concerne tous les objets dont vous n'avez plus l'usage, qui encombrant vos placards, vos greniers, vos garages etc... Lundi 29, mardi 30 et mercredi 31 mars.

Animations pédagogiques

Sensibilisation à la réduction des déchets à la source.
Créations artistiques à partir d'objets récupérés (exposition durant toute la semaine à la salle des fêtes et chez les commerçants)

Rencontre inter-génération : consommation, habitudes...

Journée sans voiture le dimanche 4 avril (jusqu'à 18h) et concours d'œuvres artistiques organisé par le conseil municipal de jeunes d'Eymoutiers.

Stand d'information et de sensibilisation au supermarché Casino d'Eymoutiers le samedi 3 avril.

A l'issue de la manifestation un petit guide d'infos pratiques sera édité :

Que faire de vos déchets ? Que deviennent-ils ? avec, entre autres une liste de gestes éco-citoyens pour réduire et gérer ses déchets.

Exposition documentaire

Toute la semaine à la salle des fêtes.

Panneaux de sensibilisation et d'information sur le thème des déchets, de la consommation, du recyclage, du dérèglement climatique.

A la Bibliothèque municipale

Présentation d'une bibliographie sur le thème.

Au Cinéma le Jean Gabin

Deux soirées cinéma sont prévues le lundi 29 et le mercredi 31 mars à 21 h 00.

Expo-vente d'objets d'occasion à la salle des fêtes

Mardi 30 et mercredi 31 mars, vendredi 2 et dimanche 4 avril l'après-midi, le jeudi 1er avril le matin et le samedi 3 avril toute la journée.

Conférence grand public

Conférence de Fabrice Flipo (des Amis de la Terre) : Le développement a-t-il un avenir ?

Elle présentera l'analyse de la situation actuelle liée aux questions de la consommation, de l'avenir de la planète, de l'empreinte écologique et des pistes pour agir demain.

Vendredi 2 avril à 21h à la salle des fêtes.

Visites guidées et théâtralisées à la salle des fêtes

Réalisées par des comédiens amateurs, elles se feront sous forme de visites guidées du magasin. C'est tragique, burlesque, dramatique, comique, cynique, léger... Ça utilise la lumière, le son, la vue, le toucher... Ça parle du monde dans lequel on vit, du désespoir et des espoirs, des tonnes de déchets et de ressources.

Durée : 30 à 40 minutes.

Mardi 30, mercredi 31 mars et jeudi 1er avril à 20 h 30.

Vendredi 2, samedi 3 et dimanche 4 avril à 18 h 30.

Sur réservation (nombre de places limité à 20 personnes par séance). Libre participation au frais.

Nocturne vidéo

Série de films et court-métrages diffusée sur grand écran à la salle des fêtes

Jeudi 1er avril à partir de 21 h 30.

Spectacle

Samedi 3 avril à 21 h 00

Avec Quintet de Bœuf (six artistes de cirque et musiciens pour un concert-cirque très original et engagé. Ça déménage ! Compositions et reprises : esprit fanfare, musique ethnique, manouche et contemporaine).

Et Mortimer (un magicien qui fait tout disparaître : quel sort va-t-il réserver aux déchets ?).

Pour les élus :

Table ronde sur la gestion des déchets, mercredi 31 mars après-midi.

Inauguration de la déchetterie cantonale, samedi 3 avril au matin.

tous renseignements au 05 55 64 23 11 ou 06 33 14 30 28.

Libres leçons de développement local

Trois ouvrages parus récemment aux éditions REPAS posent la problématique du développement local en espace rural fragile. Il s'agit de témoignages d'initiatives économiques variées dont l'une est installée sur le plateau : Ambiance Bois. Les deux autres sont une SCOP ardéchoise qui travaille la laine de pays, Ardelaine, et un vigneron du Gard. Nous avons demandé à Jean Jacques Gouguet, économiste à l'université de Limoges, de les lire pour nous.

Le développement local passe avant tout par des porteurs de projets. On mesure donc l'importance des histoires de vie personnelles pour reconstituer et comprendre la genèse et le développement des projets. En voilà trois exemples passionnants.

Moutons rebelles. Ardelaine, la fibre développement local.



La problématique générale de ce premier ouvrage rencontre les interrogations actuelles autour du concept de "développement durable" voire, beaucoup mieux, de décroissance, en se demandant comment trouver un compromis acceptable entre des logiques qui sont souvent contradictoires :

- l'économique qui constitue toujours une contrainte majeure en terme de survie pure et simple vis à vis du marché.
- le social qui implique la prise en compte d'une certaine éthique des affaires, ce que l'on appelle maintenant la responsabilité sociale des entreprises.
- l'écologique qui ne peut plus être négligé dans n'importe quel projet de développement au nom simplement de la "vérité des prix".

Dans cette perspective, l'expérience d'Ardelaine mérite d'être connue pour se persuader qu'il est possible de vivre, travailler et consommer autrement. Le totalitarisme de la rationalité économique mise en œuvre par le marché conduit de fait à un anti-humanisme. Contre les défenseurs de cette économie de marché qui prétendent qu'il n'y a pas d'alternative crédible, l'ouvrage de Béatrice Barras nous délivre une bouffée d'optimisme crédible en montrant qu'il est possible de mettre en œuvre d'autres principes de régulation que la seule recherche de la productivité maximale à tout prix (avec du dumping social et du dumping écologique).

On retrouve alors dans l'expérience d'Ardelaine les principes fondateurs d'un autre modèle d'organisation :

- **le principe de gestion intégrée.** Ardelaine s'est construite sur la base d'une approche globale de filière spatialisée et non pas sur la base d'une spécialisation étroite et de la recherche d'un créneau à l'exportation. A l'inverse, s'est progressivement constituée une cohérence d'ensemble de filière articulant plusieurs types d'activités complémentaires et reposant de ce fait sur la polyvalence des acteurs. Cette stratégie de diversification s'est révélée payante.

- **le principe d'autonomie.** Le succès d'Ardelaine repose en grande partie sur la maîtrise complète de la filière de l'amont (approvisionnement en laine de qualité), jusqu'à l'aval (refus d'exporter au Japon). Une telle maîtrise est indispensable pour éviter la dépendance et les inévitables dérives économiciennes qui en résultent.

- **le principe d'équité.** Que ce soit au niveau de la rémunération de l'amont de la filière (prix d'achat de la laine supérieur au cours du marché), ou bien au niveau de l'ampleur des écarts de salaires (échelle de 1,2), chacun trouve la pleine reconnaissance de son apport à la production d'ensemble.

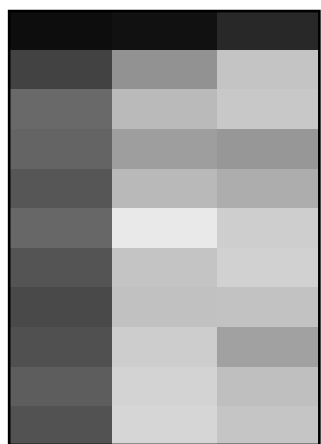
- **le principe de responsabilité** qui introduit un fonctionnement beaucoup plus démocratique mais qui constitue surtout une éthique de comportement, un autre rapport aux autres, à la société, aux générations futures...

- **le principe de simplicité.** Comme il l'est justement affirmé page 157 : "si nous voulons participer à l'avenir de la Planète, nous les Occidentaux, nous devons commencer par changer notre mode de vie et sortir de l'obésité économique". Cela tient également au travers de la volonté permanente d'Ardelaine de refuser de dépasser un seuil dans la taille de l'entreprise au delà duquel tous les principes précédents ne peuvent être pleinement appliqués.

Scions...travaillait autrement ?

Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré.

L'ouvrage de Michel Lulek est à lire pour se persuader que "la façon de travailler est aussi importante que le produit qui est fabriqué" et que, sans jamais prétendre à l'universalité



d'un nouveau modèle clé en main et transposable, Ambiance Bois représente une expérience démontrant bien, à l'heure de la recherche d'alternatives à un productivisme dépassé, qu'on peut effectivement vivre et travailler autrement.

Le premier intérêt de l'ouvrage réside dans la reconstitution de l'épopée d'Ambiance Bois. A la lumière de cet historique, on comprend la nature profonde de ce que constitue un montage de projet dans toute

sa globalité. Parmi les nombreux enseignements qui pourraient être tirés de cette expérience, on nous permettra d'en retenir trois :

- la recherche de la localisation optimale du projet par rapport à l'existence de réseaux denses d'acteurs sur le territoire. Cela change des approches traditionnelles purement économiciennes en termes de niveau de qualifications professionnelles disponibles, d'infrastructures de transports, ...qui eussent condamné d'emblée le Plateau de Millevaches.

- le choix du statut juridique de l'entreprise. Ce choix n'est pas neutre par rapport à la répartition du pouvoir, d'où la

SAPO (Société Anonyme à Participation Ouvrière).

- la recherche systématique de l'autonomie de l'entreprise au travers de la maîtrise de la filière, du sciage au produit fini. Après l'abandon du projet initial de scierie et sa nouvelle conception à partir de la deuxième transformation du bois, trois éléments caractérisent la stratégie d'Ambiance Bois : vente directe, diversification des produits et respect de l'environnement.

Tout cela permet de comprendre qu'Ambiance Bois n'a rien à voir avec une entreprise de type capitaliste qui chercherait à augmenter systématiquement ses parts de marché à l'exportation et fonctionnerait avec des matières premières importées moins chères. Mais l'important de cette expérience réside beaucoup plus dans l'organisation interne du travail qui constitue véritablement l'originalité d'Ambiance Bois. La semaine de quatre jours et le vendredi matin consacré à la gestion collective constituent de vraies innovations. De façon plus générale, il y a une réflexion sur la gestion globale du temps (vivre à plusieurs temps), ce qui justifie le niveau des salaires, l'objectif n'étant surtout pas le profit maximum. On retrouve également un débat intéressant dans l'entreprise autour du partage des gains de productivité : augmenter les salaires ou diminuer le temps de travail ?

On se régale à la lecture des pages consacrées à la critique de la dérive des besoins de consommation et de la "paupérisation psychologique" comme dirait Jean Baudrillard ; à l'intérêt d'aboutir à une déconnexion entre revenu et travail pour aller vers du travail autonome au sens de André Gorz et dont la véritable rémunération est la maîtrise de son temps ; à la nécessité de lutter contre l'hégémonie de l'économie sur la vie sociale ; à l'intérêt de maîtriser un projet de développement pour le mettre au service d'objectifs non économiciens...

La danse des ceps, Chronique de vignes en partage.

L'ouvrage de Christophe Beau est intéressant à lire d'un double point de vue. C'est un vrai manuel de développement local dans lequel on découvre les moyens de dépasser les traditionnels obstacles à la création d'activités (mobilisation de l'épargne, choix d'une technique de production, détermination de l'échelle optimale de production...). Par ailleurs, c'est aussi une véritable chronique villageoise où l'on mesure les conséquences d'un attachement viscéral à la terre de ses ancêtres.

Techniquement parlant, la réussite de Christophe Beau repose certainement sur trois éléments :

- la capacité à mobiliser de l'épargne populaire sous la forme d'un contrat original de location de ceps de vigne et de la mise en place d'une SCI. Cette capacité à mobiliser un réseau de relations reposant sur la confiance mutuelle s'est révélée efficace pour résoudre le problème du financement qui hypothèque beaucoup de projets de développement local du fait de l'attitude frileuse du système bancaire. De plus, la convivialité du système dépasse très largement sa seule dimension financière.

- le choix d'une bonne technique de production rentrant dans le champ de pratiques culturelles respectueuses de l'environnement. On ne peut qu'apprécier la critique du matraquage chimique de la vigne au service d'un productivisme agricole aveugle pour promouvoir à l'inverse une agriculture biodynamique.

- le choix d'une bonne échelle de production. Christophe Beau fait ici la démonstration de la rentabilité d'une exploitation de petite taille. Son taux de marge repose en fait sur la minimisation des intrants (sulfatage des vignes à la main efficace et donnant à la plante la quantité juste suffisante), et sur un équipement adapté (allant du vieux tracteur à l'huile de coude). Nous avons en particulier bien apprécié la critique des gadgets comme par exemple "le nouvel interceps à tâteur électronique" !

Sur le second aspect mis en évidence dans l'ouvrage, on pourrait discuter longuement du type de lien social que génère, dans l'espace rural, un attachement excessif à la propriété foncière. L'intérêt de ce témoignage, au delà de l'expérience réussie d'une installation atypique, est de nous faire découvrir avec finesse la complexité des relations sociales dans le monde agricole et la ténacité qu'il faut pour pouvoir s'y intégrer.



En conclusion, on ne peut que souhaiter que d'autres ouvrages de la qualité des trois que nous venons de commenter enrichissent la collection des éditions REPAS pour le plus grand bénéfice de tous.

Jean Jacques Gouguet
CRIDEAU - CNRS - INRA

Faculté de droit et sciences économiques de Limoges.
Pour se procurer ces ouvrages :
A Ambiance Bois (Faux la Montagne) 05 55 67 94 06
Par correspondance aux éditions REPAS, 4 allée Séverine, 26 000
Valence, 04 75 42 67 45.
(14 € le livre + port : 3 € un livre, 4 € 2 à 3 livres)

Georges Guingouin Chemin de Résistances

Voici un petit livre d'à peine 90 pages qui renferme sous son modeste format une qualité de propos et d'analyse qui mérite largement les 8,50 € qu'il coûte !

A l'origine un entretien avec Guingouin réalisé en août 2002 par Francis Juchereau et qui constitue la première partie du livre. Plutôt que de revenir sur la période de la guerre et de la résistance, Georges Guingouin prend prétexte de quelques épisodes de sa vie, avant ou après la guerre, pour transmettre quelques enseignements qu'il a pu tirer de son "chemin de Résistances". Il avoue son admiration pour Pierre Leroux et pour toutes les expériences coopératives qui eurent lieu en Limousin : *"Ces réalisations traduisent la grande ligne politique d'émancipation de l'homme par les travailleurs associés énoncé par Karl Marx. Nous y retrouvons aussi la marque du grand combat de Jean Jaurès pour la création de la coopérative ouvrière d'Albi"*. Leroux, Marx, Jaurès : en se référant aux "pères fondateurs", Guingouin réaffirme la vivacité de son espoir en l'homme, et ne rend que plus sévères ses jugements sur leurs fils putatifs qui de Staline aux apparatchiks du PCF (Maurice Thorez, Jacques Duclos, Jeannette Vermeersch, Waldeck-Rochet, Plissonnier et Marchais en prennent pour leurs grades !) trahirent la confiance que le peuple avait mis en eux. Ce qui nous vaut quelques maximes qui prennent toute leur force d'avoir été éprouvées par l'événement : *"Ce n'est pas le bruit - parole ou bavardages - qui montre, au fond, la valeur des individus : ce sont les actes"*. Ou, à propos de la pratique du secret au sein du parti communiste : *"Ce phénomène du secret des sphères de pouvoir s'inscrit dans l'histoire de l'humanité. Dans les premières sociétés humaines historiques les groupes dirigeants étaient sacrés. Puis dans les sociétés modernes la fonction dirigeante perdit son caractère sacré : le secret remplaça le sacré"*. Interrogé sur le mouvement altermondialiste comme réponse aux grands problèmes de l'heure, Guingouin répond : *"Il y a un foisonnement, c'est certain. Du moment qu'en haut il y a échec, à la base il y a recherche"*.

Dans une seconde partie, Gérard Monédiaire, tente de décrypter ce qui peut expliquer le cheminement d'éternel résistant de Georges Guingouin. En suivant son itinéraire, il propose en fait une réflexion générale sur *"les rapports, toujours problématiques, entre liberté individuelle et immersion dans une époque donnée, en l'occurrence le XXème siècle"*.

On ne saurait trop conseiller le lecteur intéressé, ou peu informé de l'itinéraire de Guingouin, de se reporter chez le même éditeur aux ouvrages déjà parus de Michel Taubmann (*L'affaire Guingouin*), Gérard Monédiaire (*Georges Guingouin, premier maquisard de France*) et Georges Guingouin lui-même (*Quatre ans de lutte sur le sol limousin*).

Michel Lulek

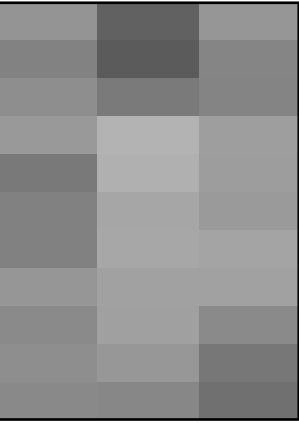
"Georges Guingouin. Chemin de Résistances" par Jean Jacques Fouché, Francis Juchereau et Gérard Monédiaire. Co-édition Lucien Souny et Cercle Gramsci Limoges, 8,50 €

"Si je le pouvais, je chanterais une cantate à l'homme, pour célébrer les premiers chrétiens, les premiers communistes, tous les hommes de courage, et non les carriéristes forcenés que j'ai connus"

Georges Guingouin.

Le Douglas de Millevaches en Limousin fait parler de lui...

Georges NADALON



Dans ce petit ouvrage de 95 pages, G. Nadalon, nous livre son itinéraire de sylviculteur sur le Plateau de Millevaches depuis 37 ans, et propriétaire de la pépinière la plus élevée du Limousin. Ce limougeaud d'origine se passionne pour les arbres pendant ses vacances dans la propriété familiale de St Setiers. En 1966 il est diplômé de la jeune école forestière de Meymac fondée en 1957. Il transforme le parc familial en arboretum de démonstration. En proximité, il crée un parcours forestier de 5 kilomètres pour initier les visiteurs à la sylviculture qu'il promeut.

Il fait l'histoire du Douglas depuis son introduction en Europe au XIX^e siècle et rappelle les résistances qu'il a rencontrées pour son implantation en Limousin au moment des grands reboisements des années 1960. Aujourd'hui le douglas est érigé en roi des forêts du Millevaches et l'auteur présente sa technique sylvicole de haute qualité qui devrait conduire à une sylviculture du douglas par régénération naturelle.

Militant pour la production de bois de haute qualité, il développe les attentes et les enjeux d'une filière d'avenir pour la région limousine. Et dans la gamme des métiers de la forêt et du bois, il attend de son expérience la reconnaissance du métier de gestionnaire de forêt privée.

le petit corrézien, 2003, 95 p.

Marie-France Houdart, dernier opus

Marie France Houdart vient de rééditer son "petit livre rouge" : *Comprendre le pays limousin*, dont elle nous avait largement entretenu dans les n° 3 et 4 d'IPNS.

Cette nouvelle édition a grossi et est complétée par un petit journal des rencontres que l'auteur a faites à l'occasion de la première sortie de son livre. Du coup ce dernier opus s'appelle : *Comprendre le pays limousin... et y vivre*.

C'est le témoignage au jour le jour de tout ce qui aujourd'hui s'y passe, s'y fait, s'y crée. Une façon explicite de relier passé et présent et de resituer le Limousin d'aujourd'hui dans la chaîne du temps.

Le livre est dédié à une jeune limousine qui, un jour, sur un stand, est venue remercier M.F. Houdart : "Grâce à votre petit livre, je suis restée".

A lire et à faire lire impérativement si vous ne l'avez pas encore fait !

pour se procurer le livre : 12 €chez les libraires ou auprès de maïade éditions, 1a nouaille, 19 160 lamazière-basse, T : 05 55 95 88 31, F : 05 55 95 86 40.

La vie rurale, enjeu écologique et de société. Propositions altermondialistes.

François PLASSARD,

Le titre et le logo de la page de couverture de ce petit ouvrage nous arrive opportunément, à l'heure où nos élus nationaux débattent d'un projet de " loi sur les territoires ruraux ". L'auteur, François Plassard, est ingénieur agricole. Il a travaillé en région de montagne comme agent de développement territorial. Bardé d'un doctorat en économie il fréquente les groupes de prospective du ministère de la Recherche. Dans les années 90 il met en place une formation d'acteurs de territoires en prospective ou de porteurs de projets en milieu rural. Après trente ans d'expérience professionnelle, c'est en "citoyen philosophe" qu'il nous propose son plaidoyer pour la vie rurale .

La question agricole est au cœur de son projet. Il nous livre une description chronologique de la naissance de l'agriculture industrielle dans la seconde moitié du vingtième siècle à partir du concept de développement. Il montre tous les effets pervers que ce mode de développement introduit dans les équilibres écologiques en France et dans la PAC (Politique Agricole Commune) d'abord. Puis bien sûr les dégâts sociaux et culturels qu'il provoque dans les agricultures paysannes de la planète. Ce constat posé, il propose des alternatives à cette industrialisation de l'agriculture.

Il en appelle à la citoyenneté pour exclure l'agriculture de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Pour sortir de la logique d'une marchandisation de la nourriture il convient de faire de l'exception agricole le postulat d'une économie solidaire. Par exemple en Europe proposer une nouvelle PAC au moment de l'élargissement à 25 nations. Mais aussi appeler les citoyens à modifier leur comportement de consommateur servile, c'est le clin d'œil du logo de la couverture.

L'intuition forte de sa démarche c'est de "faire de la ruralité le laboratoire d'une économie plurielle solidaire et de la démocratie participative". Se fondant sur "les désirs de villes et envies de campagnes" qui traversent les attentes des citoyens il avance quelques propositions "pour un autre monde possible". En plaçant la vie associative au centre de l'économie solidaire il invite tout citoyen à participer à un vivre ensemble où la priorité n'est plus la relation des hommes aux choses mais la relation entre les hommes.

alain carof

Editions Yves Michel, 2003, 142 p., (13 €)

Mon gaulois du XX^{ème} siècle

A SAINT SULPICE LES BOIS



Il s'est éteint un jour, sans bruit, mon Gaulois. C'est à partir de ce moment qu'il me sembla que le pays avait perdu un peu de son âme ...

Figurez-vous que j'ai le rare privilège, moi qui écris ces lignes, d'avoir connu un Gaulois. Non, pas tout à fait un vrai, mais un Gaulois de notre temps, disons un Gaulois du 20^{ème} siècle ! Pas peu fier qu'on l'ait surnommé ainsi : "Gaulois". Entre nous, je le soupçonne fort d'avoir quelque peu accentué, volontairement, certains traits de son caractère. À partir de quoi, la qualité de gaulois qui lui avait été attribuée paraissait incontestable.

Brave Gaulois ! Il possédait toutes les qualités mais aussi tous les défauts de nos valeureux ancêtres : la franchise, la bravoure, et puis, une certaine truculence gasconne qui, parfois, devenait de la hâblerie.

Quand je l'ai connu, il portait haut sa tête de sexagénaire mon Gaulois. Sans manifester de crainte apparente envers le ciel de son village de Saint Sulpice les Bois. Mis à part cependant lorsque celui-ci tendait à manifester sa mauvaise humeur. Auquel cas mon Gaulois réagissait avec force, comme pour effrayer les éléments qui le menaçaient. En tonnant, en tempêtant encore plus fort qu'eux, en prenant le monde entier à témoin de ce qui risquait bien de lui arriver. Pas que le ciel ne lui tombe sur la tête ! Non ! Mais plus prosaïquement, que ce dernier ne laisse choir ce dont ses flancs étaient chargés : grêle, pluie, orages qui, eux, se chargeraient d'anéantir ses récoltes, de mettre à mal ses animaux. Un simple petit bout de ferme qu'il possédait pourtant, mon Gaulois, mais pour lui un coin de paradis ! Sur lequel il trimait, il s'échinait avec tant d'amour et pour un bien maigre profit, avec sa Menou de femme !

Il tempêtait de même contre les choses de la vie, mon Gaulois. Contre les hommes. Contre tout ce qui ne connaissait pas un déroulement normal. Ce n'était cependant ni un sauvage ni un misanthrope. Je ne connaissais pas sur le Plateau de personnes plus avenantes que lui. Lorsque je me présentais chez lui, il se dépêchait de s'enfiler derrière le rempart en bois de son comptoir, afin de me servir au plus vite un verre. Là, il se sentait bien. Alors, un peu comme un prédicateur du haut de sa chaire, il se laissait aller à parler. Et il devenait un censeur impitoyable de notre société actuelle, cordial en même temps que bourru, éternellement mécontent de lui comme des autres.

N'est-il pas vrai pourtant que les temps avaient bien changé en ce pays de Millevaches, depuis ses jeunes années ? Il ne le reconnaissait plus son pays, mon Gaulois, pas plus que ses hommes. Acharnés à vouloir, avec leurs tracteurs, transformer en terres les étendues de bruyères ; à drainer et à assécher les fonds ; à vivre enfin, accordés au rythme de leurs maudites machines. Lui, cela ne faisait aucun doute, il restait conforme à sa nature première, à sa culture paysanne. Car il était resté un paysan. Un vrai. C'était un simple. Qui jugeait les choses en simple ! Qui, lorsqu'il cessait de vitupérer contre la façon de vivre de ceux qui l'approchaient, s'en prenait à ceux qu'il voyait défilé sur le petit écran de son "piège à images". Son poste de télévision bien entendu ! À moins que ce ne soit contre ceux qui faisaient le journal dont il était le correspondant local. Dont il ne pouvait se passer, mais qui ne racontait plus que des mensonges ! À coup sûr qu'il eut aimé IPNS, mon Gaulois !

Un jour je l'ai connu moins âpre dans ses jugements à l'emporte-pièce. Sa Menou, son épouse, celle qui veillait sur lui depuis toujours avec un soin jaloux, m'avait prévenu : la santé de son Gaulois s'altérerait. Quand il s'emportait exagérément, de plus en plus elle le couvait d'un œil attentif où se lisait une tendre et muette admiration, en même temps qu'une sourde inquiétude quant au risque que cela ne lui provoque quelque poussée de tension !

Il s'est éteint un jour, sans bruit, mon Gaulois. Sa Menou vainement tenta de lui survivre ... Autre grand chagrin qui l'affligea : celui d'avoir à fermer la porte de son café. Le dernier commerce de Saint Sulpice les Bois. Chez Victor et Delphine Delpastre !

C'est à partir de ce moment qu'il me sembla que le pays avait perdu un peu de son âme ...

rené limouzin

Le dernier ouvrage de René Limouzin *Les mangeurs de châtaignes*, est paru fin 2003 aux éditions de la Veytizou. Il raconte l'histoire d'un certain Lionard, parti "limousiner" en région lyonnaise. René Limouzin travaille actuellement à la préparation du second tome de ce roman qui devrait sortir à l'automne 2004.

Elle essaya de garer la voiture assez près du poulailler, tout en évitant les plus grosses flaques. Ce genre de manœuvre commençait à être difficile : il pleuvait sans discontinuer depuis onze jours et la cour de la ferme ressemblait de plus en plus à une bauge à cochons. Elle descendit, et en posant le pied par terre, elle enfonça sa botte de plusieurs centimètres dans la boue. Une fois redressée, elle dû tirer la jambe d'un coup sec pour décoller le caoutchouc du sol. Les semelles alourdies, elle marcha jusqu'au coffre qui s'ouvrit en grinçant, et sortit la caisse pour la poser à proximité de la porte grillagée. Accroupie, elle regarda entre les lattes de bois pour apercevoir les deux grosses boules duveteuses qui se tenaient recroquevillées dans un coin. Elle resta là quelques minutes à les observer en se disant que, décidément, c'était beau des poules avec des plumes !

Des mois qu'elle en cherchait, et il avait fallu qu'elle aille jusque dans la Creuse, à plus de cent cinquante kilomètres de là, pour enfin trouver de vraies poules avec de vraies plumes. Rien à voir avec ces espèces de cadavres sur pattes, inventés par de grands généticiens, dont la peau complètement nue faisait penser à un bout de viande qui se serait échappé d'un rayon de grande surface.

Tout en imaginant la volaille déchirant elle-même le film plastique pour sortir de sa barquette en polystyrène et courir dans les allées au milieu des caddies, elle était entrée dans le poulailler et avait libéré les deux belles. Les gouttes de pluie glissaient sur leur plumage brillant, et elle trouva cet instant particulièrement magique.

Pourtant, elle aurait bien dû savoir que ça ne servait plus à rien... Quel intérêt pour un animal d'être beau de son vivant, alors qu'il sera vendu mort et emballé ? Pour tellement de gens, il ne s'agissait que d'un produit comme un autre, sur lequel planchent les ingénieurs pour le rendre plus performant, et les commerciaux pour le rendre attrayant. Est-ce qu'on demande à un écrou d'être beau ? Est-ce qu'un ouvrier a du temps à perdre au point de regarder ses écrous et de les trouver beaux ? Parfois, elle aurait aimé se faire une raison, mais elle s'en savait incapable. Impossible de ne pas s'attacher à ses bêtes : c'était une habitude prise une fois pour toutes, dont elle n'arriverait plus à se défaire. Sinon, à quoi bon faire ce métier ? Autant aller bosser à l'usine et ne plus se poser de questions.

En fait, il n'avait pas fallu bien longtemps pour voir disparaître les plumes des volailles. Les variétés transgéniques, tellement plus rentables pour les industriels - combien de millions d'heures de travail par an économisées sur le plumage ? Combien d'emplois, c'est-à-dire de grévistes potentiels, supprimés ? - avaient très vite remplacé les espèces classiques. Les croisements entre poules technologiques et poules passistes se multiplièrent et, pour finir, une épidémie particulièrement meurtrière à laquelle les bêtes génétiquement modifiées furent moins sensibles permit de simplifier radicalement le choix des éleveurs. Des bruits avaient couru que cette maladie en arrangeait bien certains, qu'elle n'était peut-être pas tout à fait due à la malchance. Mais comme toujours, pas la moindre preuve. Et puis de toute façon, il était beaucoup trop tard : c'est bien avant qu'il aurait fallu se battre. Elle était là depuis plusieurs minutes, immobile sous la pluie, à réfléchir en regardant ses poules claquer du bec. Le froid et l'humidité commençaient à pénétrer ses vêtements. Elle décida qu'il était grand temps de rentrer au sec. A l'intérieur, le feu était sur le point de s'éteindre. Il restait juste assez de braises pour recharger la cheminée et rêvasser en regardant les flammes grimper. Petit à petit, ses pensées se perdirent dans des souvenirs lointains et vagues, sans consistance, sans contours précis. Elle s'y enfonçait comme on se coule sous une couette en hiver et elle s'y sentit bien malgré tout le reste. La chaleur dégagée par la flambée commençait à l'imprégner. Elle somnolait presque et souriait. C'est seulement au bout d'une longue période qu'elle reprit ses esprits, comme si ses neurones, encore éparpillés quelques secondes avant, se remettaient dans un ordre bien défini. L'ordre dans lequel il faut ranger ses neurones pour affronter la réalité. Elle se dirigea lentement vers le bureau, tira la chaise sur le parquet, et s'assit pour ouvrir son agenda. Demain mardi, 14h15, visite de la D.S.I.V. : Direction des ser-

Transgénénial

Aurélien Bernier

vices d'inspections végétales. Dans le meilleur des cas, elle en aurait pour trois heures. Les contrôles avaient tendance à devenir de plus en plus stricts : inspection détaillée de la compatibilité, vérification des semences, tests génétiques sur les plantes cultivées, validation des attestations de passage pour les produits de traitement. Elle était toujours en règle, mais elle se méfiait. Il n'y avait pas plus pinailleurs que ces gens-là, et les non-conformités coûtaient une fortune.

Tout ce cirque avait démarré il y a presque huit ans, quand les deux principales transnationales positionnées sur le marché avaient fusionné. Genotechs, le géant ainsi créé, devenait purement et simplement incontournable : une sorte de Microsoft de l'agroalimentaire qui tenait sous sa coupe tout ce qui se cultive dans tous les champs de la planète. "Le progrès scientifique au service de votre alimentation", comme dit leur publicité !

En fait, le slogan le plus juste aurait été : "Des OGM brevetés au service de nos intérêts financiers !".

La véritable catastrophe est arrivée l'année suivante, au moment des contractualisations avec l'Etat. En échange d'une rallonge de subventions - une de plus ! - les agriculteurs s'engageaient pour cinq ans à acheter des semences transgéniques à très haut rendement, évidemment vendues par Genotechs. A partir de là, le ministère imposait à chaque contractant les surfaces à semer, pour chaque production. La seule initiative que conservait l'agriculteur était le choix des parcelles ! Pour tout le reste, il suffisait de se reporter à la documentation technique et aux directives ministérielles. C'était presque amusant de voir comment un gouvernement libéral mettait en place des politiques quasi soviétiques, tout en prônant la compétitivité ! Amusant aussi qu'une idéologie basée sur la concurrence amène au monopole, ou que la théorie de la liberté d'entreprendre aboutisse à l'asservissement des paysans. En fait, la seule chose qu'on ne pouvait pas enlever à ces gens-là, c'était cet immense talent à nous faire gober tout et n'importe quoi.

Ça, elle l'avait compris depuis longtemps. Alors, quand ils avaient pondu cette saloperie, elle s'était bien juré de ne jamais signer. Pas question de se vendre. Pas question de devenir un ouvrier spécialisé, ni de laisser leurs plantes pourries envahir ses champs. Si elle avait choisi ce métier, c'était pour être libre, maître de ses décisions, et pas pour obéir à un technicien en costume, effrayé à l'idée de salir ses chaussures en marchant dans la boue. Elle croyait possible de résister au moins quelques années : jusqu'à ce qu'elle puisse passer la main à des jeunes, moins fatigués qu'elle, et mieux disposés à lutter. En tout et pour tout, elle avait tenu six mois.

A la page du mercredi, un cercle rouge entourait 21 heures, et son écriture soignée indiquait : "réu. syndicat".

Elle eût un léger haussement d'épaules, presque rien, mais qui voulait dire : "Est-ce que ça sert encore à quelque chose, tout ça ?". Elle repensait à l'époque où ils pouvaient s'opposer, agir. Aujourd'hui, s'il fallait détruire ne serait-ce que les plantes transgéniques - sans parler des animaux -, non seulement il faudrait le concours de l'armée, mais en prime on ne trouverait quasiment plus rien à manger dans le pays ! La France irait rivaliser avec la Zambie et l'Angola en matière de pénurie alimentaire ! Pourtant, leur combat avait bien démarré : "l'opinion publique", comme disent les journalistes, était longtemps restée hostile aux manipulations. Même les transnationales renonçaient à s'implanter en Europe de peur d'y perdre du



temps et de l'argent. Il a suffi de quelques procès pour tout foutre en l'air. Dès qu'il a été question d'envoyer des militants en prison pour des actions de destructions, les radicaux - dont elle faisait partie - et les modérés s'empaillèrent allègrement. Elle se rappelait avec quel malin plaisir les médias firent leurs choux gras de ces engueulades. Rapidement, leurs grands discours sur la solidarité internationale furent occultés par les conflits de personnes, et le public les lâcha. En y repensant, elle avait l'impression d'un immense gâchis. Elle ne savait pas exactement quand les choses avaient dérapé, mais elle était persuadée qu'ils auraient pu l'éviter. Qu'ils auraient dû tout faire pour l'éviter !

A présent, c'était foutu : les autres avaient gagné, si tant est qu'il puisse y avoir des gagnants à ce jeu de cinglés. Une seule chose était sûre : il n'y avait plus d'alternative en face. Les manipulateurs de génome avaient mis tout le monde K.-O. : l'agriculture conventionnelle, les paysans, la bio. La bio ! Ça lui semblait appartenir à une autre vie, une autre époque qui remontait tellement loin.

Une époque où les gens s'arrachaient littéralement ses produits. Une époque pleine de yeux grands ouverts d'enfants de la ville qui venaient chaque mois visiter sa ferme. C'est justement cet aspect des choses qu'ils n'ont pas supporté : qu'on ait pu prouver qu'un autre modèle était possible ! Un modèle sans les centaines d'hectares de primes à perte de vue, sans les hectolitres de produits chimiques, sans les machines énormes et impossibles à rembourser. Mais un modèle qui faisait rêver les enfants.

Et ça, il fallait forcément qu'ils le détruisent.

"Soyez réaliste, vous comprenez bien que le risque zéro n'existe pas !".

"On ne peut rien contre la dispersion du pollen : c'est la nature !".

"Et puis, ne vous inquiétez pas : même avec quelques traces d'OGM, la bio restera la bio".

Quand elle y repense, elle se demande comment ils ont été assez faibles pour se laisser faire. C'était tellement évident ! On acceptait 1%, puis 2, puis 5, et c'en était fini. Bien sûr, de la bio aux OGM, ça faisait hurler tout le monde : les convaincus la boycottaient et les autres continuaient d'acheter au moins cher. Pour tomber définitivement dans le ridicule, on a changé de logo et d'appellation : l'agriculture biologique est devenue la "qualité environnement". Au bout de six mois le marché était mort et enterré.

Elle aurait voulu pouvoir tout recommencer, comme dans un jeu de cour d'école : dire "pouce", reprendre au début et faire autrement. Cette fois, elle y aurait consacré toute son énergie. Avec les autres, ils se seraient démenés pour harceler les politiques, pour dénoncer les pratiques des industriels, la complicité des scientifiques, pour convaincre le public dans la rue ou à l'entrée des supermarchés !

Le bruit sec d'une arme tombant sur la page de l'agenda la fit sursauter. Elle enrageait tellement qu'elle ne s'était même pas aperçue qu'elle pleurait. La boule qui lui agrippait la gorge venait aussi bien de sa haine envers les vrais responsables - actionnaires, décideurs, élus et chercheurs collabos - que du dégoût de sa propre passivité.

Elle raya brutalement la ligne qui annonçait sa réunion mensuelle pour écrire dessous, en lettres majuscules :

"TROP TARD !".

Installée dans le vieux canapé une revue à la main, elle alluma machinalement son poste de télévision. Elle tomba en plein milieu de *Transgénénial* !, la nouvelle émission entièrement consacrée aux biotechnologies. Une heure de propagande non-stop, pour ceux qui auraient encore besoin d'être conditionnés - ou rassurés. Habituellement, les reportages s'enchaînaient pour exposer au bon peuple les incomparables avantages de nouvelles pommes de terre enrichies en fer ou de chats génétiquement modifiés afin d'éviter

les allergies.

Cette fois-ci, le ton était plus grave. Elle comprit rapidement qu'une catastrophe venait d'arriver, mais il lui fallut plusieurs minutes pour mettre bout à bout tous les éléments. On avait annoncé ce matin même qu'une variété de blé transgénique - le M027 - développait dans certaines circonstances rares et encore indéterminées une toxine mortelle. Les premiers résultats de l'étude lui attribuaient trois décès survenus ces derniers mois, et dont les causes étaient restées mystérieuses jusqu'à aujourd'hui. Elle entendit vaguement les différents intervenants déclarer ce qu'il faut déclarer dans des cas comme celui-là. Que ce phénomène était totalement imprévisible ! Que personne, vraiment personne, n'aurait pu se douter. Que le risque zéro - toujours lui ! - n'existe décidément pas, et ce malgré tous les progrès de la science. Que dorénavant, des moyens supplémentaires seraient consacrés à l'évaluation. Qu'une nouvelle commission de vigilance serait créée dès que...

Tout ça lui parvenait de très loin. Elle était comme sonnée par un coup reçu en pleine figure. Un seul chiffre passait en boucle dans son cerveau : huit hectares. C'était la surface de blé M027 qu'elle avait semée dans ses champs l'année dernière.

Avant de fondre en larmes, elle entendit juste ce détail atroce : parmi les trois victimes figurait une petite fille de huit ans atteinte de myopathie. Cette nouvelle semblait consterner le présentateur, à moins d'un mois du prochain Téléthon.

Dix jours plus tard, dans *Le Nouvel Agriculteur*, à la page des petites annonces, on trouvait ces quelques lignes :

AV, Nord Charente, exploitation agricole. 48 ha céréales + poulets + 30 chèvres.

Disponible de suite. Prix : 250 000 euros.

N.B

Ces quelques pages d'agriculture fiction sont bien évidemment pure imagination. Ceci dit, toute ressemblance avec des faits existants ne serait pas obligatoirement fortuite. En effet : En mai 2002, le professeur Avigdor Kahaner, de la faculté israélienne d'agronomie de Rehovot, annonçait la création de poulets sans plumes, héritant par transgénèse des caractères d'un oiseau à peau nue et d'une poule ordinaire.

La D.S.I.V. n'existe pas. Mais la société Monsanto (qui détenait en 2000 environ 94 % des surfaces cultivées en plantes génétiquement modifiées dans le monde) emploie une agence de détectives privés pour surveiller les agriculteurs américains. Une ligne téléphonique a même été ouverte spécialement pour permettre la délation.

Fin 2002, un céréalier américain a reçu une amende de 780 000 dollars pour avoir réutilisé des semences brevetées par la firme. José Bové a bel et bien été condamné à 14 mois de prison ferme pour destruction d'OGM. De telles décisions provoquent des tensions au sein même du mouvement social, divisé entre les pro José et les anti-Bové.

Si l'agriculture biologique existe toujours, on ne peut pas dire que ce soit grâce au lobby des biotechnologies. En moins de dix ans, le soja bio a totalement disparu de certaines régions des Etats-Unis, à cause de la contamination génétique des cultures OGM.

En 1989, un antidépresseur de la firme japonaise Showa-Denko produit en utilisant une bactérie génétiquement modifiée s'est révélé, après commercialisation, sécréter une toxine mortelle. Le bilan fut de 37 décès et 1500 handicapés à vie. Et malgré tout, les organismes génétiquement modifiés continuent à progresser.

Pour l'année 2000, sur le budget total capté pour le développement des biotechnologies, moins de 1% était consacré à l'étude de leurs impacts.

Un réseau national

Ecole et nature est un réseau national d'éducation à l'environnement qui, dès ces débuts, s'est posé deux questions : comment faire apprendre ? et comment permettre l'évolution des comportements ? En 20 ans, le réseau Ecole et Nature est devenu un véritable laboratoire d'idées et de recherches, une source de formations et d'outils pédagogiques. Son objectif général est le développement de l'éducation à l'environnement tant en qualité qu'en quantité. Pour cela trois priorités ont été fixées :

mettre en relation les personnes par l'organisation de rencontres nationales et par l'édition de bulletins.

faire circuler l'information : édition d'un catalogue de séjours "dans la nature", d'un catalogue d'outils pédagogiques et de formations.

Mettre en commun les ressources : éditions d'ouvrages, réalisations d'outils (malle déchets, malle eau, guide jardin partagé).

Des Relais départementaux

Pour agir efficacement, ce réseau s'appuie sur un ensemble de personnes relais départementaux. Le relais est, localement, une personne ressource. Il a pour rôle de faire circuler l'information et la documentation liée à l'éducation à l'environnement, d'être au contact des praticiens de l'éducation à l'environnement, de développer et promouvoir celle-ci en général et les actions du réseau Ecole et nature en particulier. Acteur de terrain, il doit bien connaître ce qui se passe sur son territoire et faire le lien avec le réseau national.

Pour un réseau limousin d'éducation à l'environnement

Alors que des réseaux territoriaux d'éducation à l'environnement, à l'échelle des régions et des départements, ont fleuri dans les années 1980 et se sont développés un peu partout en France et au-delà, en Limousin rien. Nous n'avons ni GRAINE (Groupe Régional d'Animation et d'Initiation à l'Environnement), ni réseau d'éducation à l'environnement départemental.

Pourtant le système de réseau tel qu'il est pensé et pratiqué en éducation à l'environnement favorise la participation de tous, il est un espace d'échanges et de créativité, ouvert et adaptable.

Implanté sur un territoire, un réseau d'éducation à l'environnement est pertinent en terme de réflexions et d'actions avec pour trilogie : DONNER, PARTAGER, MUTUALISER.

La mise en réseau des acteurs de l'éducation à l'environnement renforce leur engagement et augmente leur reconnaissance. Cela permet d'accroître les ressources et les compétences, d'avoir un support à la réalisation de projet collectif, d'améliorer la circulation de l'information, d'augmenter la crédibilité des acteurs.

L'existence d'un réseau d'éducation à l'environnement a un intérêt territorial certain, mettant en relation une grande diversité d'acteurs réunis dans la volonté commune de mieux faire connaître et valoriser leur territoire. Il permet de créer une dynamique locale soucieuse du respect de l'environnement et des hommes.

L'aventure vous tente ? Rejoignez nous !

murielle lencroz

Contact : le soir au 05 55 57 04 20

Ecole et Nature

Réseau National d'Education à l'Environnement



Le cirque Trichetout à Bugeat

"Mesdames, Messieurs, Nous sommes fiers de vous présenter le plus grand cirque de Corrèze (le seul aussi), le cirque Trichetout !

Un cirque qui a du panache, un cirque qui a de la moustache, un cirque à poils, oui ! Mais qui sait rester vêtu !"

Arrivés cet hiver sur le plateau, ils sont quatre jeunes issus de différentes écoles de cirque et appartenant à des compagnies dans lesquelles ils exercent leurs talents : jongleurs, acrobates, clowns et musiciens. Ils ont eu envie de créer leur propre troupe et ont envoyé quelques courriers aux communes du plateau à la recherche d'un lieu pour les accueillir. C'est Bugeat qui a relevé le défi en leur proposant une maison et un espace de répétition. Du coup, le cirque Trichetout officiellement créé le mois dernier est la seule compagnie de cirque installée sur notre territoire. Elle a donné un avant goût de son art dans une présentation aux habitants de Bugeat en février, devant 150



personnes séduites par le dynamisme et l'humour de ces joyeux lurons. Les membres de l'équipe qui continuent à aller se produire dans diverses compagnies un peu partout en France, souhaitent faire de leur commune d'adoption leur port d'attache : "Nous voulons mettre en place des échanges avec d'autres artistes et compagnies auxquels nous proposerons un lieu de travail et de représentation. En contrepartie ces invités apporteront leur savoir faire, leur univers afin de le partager avec le public local".

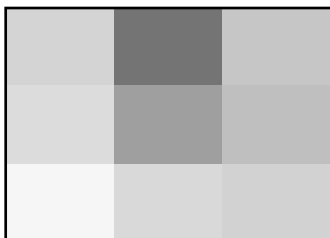
Egalement en projet des ateliers pour petits et grands, des rencontres débats autour des métiers du spectacle et bien sûr des présentations de spectacles ou de travaux en cours : "Etant donné que nous habitons Bugeat, il nous semble indispensable d'utiliser nos compétences dans la vie culturelle de la commune et de la région".

Contact : 05 55 95 31 03 ou trichetout@tiscali.fr

Ma Télé Multimédia

La question était posée dans notre dernier numéro : Ma Télé Multimédia va-t-elle disparaître ? (Cf. IPNS n°6). Et bien c'est chose faite.

L'association qui existait depuis six ans a mis les clefs sous la porte et a arrêté toutes ses activités depuis le 23 janvier dernier. Elle est en liquidation judiciaire depuis le 17 février. La disparition de la télé locale de la commune creusoise a été l'occasion de divers renvois de responsabilité entre l'association et la municipalité de Felletin. Un climat peu propice à des recherches de solutions permettant aux activités jusqu'alors portées par Ma Télé Multimédia de continuer.



Les Gens de Viam

Se souvenir et se pencher sur le passé a parfois des effets très dynamisants pour le présent. C'est ce qui se passe à Viam. L'été dernier, une exposition de photographies prêtées par les habitants de la commune, faisait revivre l'histoire locale de la fin du XIXème siècle jusqu'aux années 70 (voir IPNS n°6). A cette occasion de nombreuses personnes ont souhaité voir se poursuivre de telles initiatives. D'où, dans un premier temps l'idée de faire un livre à partir des photos exposées. Dans la foulée une association s'est créée. Son nom : "Les gens de Viam". Son but : "Faire vivre et préserver la mémoire des habitants et originaires de la commune, faire connaître le patrimoine et les traditions de ses villages et permettre à tous ceux et celles qui le souhaitent de se rencontrer pour le plaisir de retrouver leurs racines". L'association prépare également pour le printemps 2004 une rencontre avec Richard Millet, l'enfant du village, qui viendra faire revivre les "ombres" qui hantent son dernier roman.

Contact : bernard bouche : 05 55 95 66 22.

Bonne Pioche !

Charade

Mon premier se dit d'une idée lorsqu'elle est excellente

Mon deuxième est un outil indispensable au mineur

Mon tout suivi d'un point d'exclamation est le titre de la première maison des jeux rurale.

Vous l'avez sans doute deviné, le projet de Laurent Fayard présenté dans le dernier numéro d'IPNS se formalise. Avec à ses côtés une dizaine de personnes, il vous donne rendez-vous autour de jeux traditionnels du monde ou de jeux du commerce où rire et bonne humeur seront bien entendu de la partie.

Par ailleurs, l'association récupère pour ses activités :

des bouchons en plastiques sans inscription (eau, lait...),

des bouchons en liège (champagne, cidre...),

des bâtonnets de glace en bois,

des boîtes en fer (cacao, café, gâteaux, lait en poudre...),

des pions en bois,

des planches, tasseaux, manches à balai, tringles à rideaux, manches d'outils...,

des jeux (même en mauvais état),

des jeux régionaux,

des livres, des articles, des documents sur le jeu...

Contact : BONNE PIOCHE !

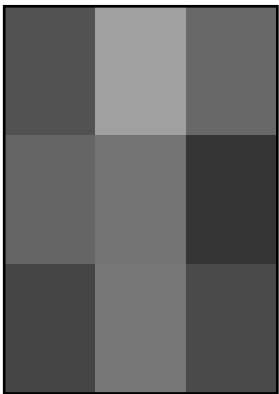
Laurent FAYARD - Guise - Le bourg 23340 FAUX LA MONTAGNE
Tél : 05 55 67 96 37 / fax : 05 55 67 97 02 / laurent.fayard@wanadoo.fr

Agenda

Quelques rendez-vous sélectionnés...

Cette rubrique est fabriquée avec les informations que nous recevons. Si vous souhaitez annoncer des manifestations qui se dérouleront à partir de mars 2004, envoyez nous vos informations avant le 31 janvier 2004. Merci.

René Bourdet lit le courrier de Georges Sand



Georges Sand dont on fête cette année le bicentenaire de la naissance a beaucoup écrit. Et pas seulement des romans. Elle a écrit aussi des lettres, beaucoup de lettres, énormément de lettres. A Prosper Mérimée ou à Alphonse de Lamartine, à Pierre Leroux ou à Gustave Flaubert, à Alfred de Musset ou à Eugène Delacroix. De quoi remplir pas moins de 26 volumes publiés ! René Bourdet a extrait de cette monumentale correspondance un certain nombre de lettres qu'il lit et commente dans un spectacle où le violon de Ana-Maria Deveselu l'accompagne. Les premières lectures auront lieu en mars, et dès février l'exposition " Georges Sand, illustre illustrée " pourra être visible à La Spouze, chez René Bourdet à La Celle sous Gouzon, en Creuse (sur rendez-vous préalable en cette saison). Quant à la cinquième édition des "Jardins-Jeudis de la Spouze", cet été, elle mettra Georges Sand au cœur de ses différentes manifestations.

Contact : René Bourdet au 05 55 62 20 61.

Culture et ruralité

On signalait dans le dernier IPNS le projet d'organiser les prochaines rencontres nationales RELIER sur le plateau. Ces journées qui rassemblent des acteurs du monde rural de toute la France auront donc bien lieu chez nous à l'automne prochain. Le thème des rencontres sera : "Culture et ruralité". Une réunion le 31 janvier dernier a permis à une vingtaine de responsables associatifs, artistes ou animateurs culturels, investis dans cette problématique de définir les grands axes de réflexion qui seront au cœur des rencontres. Si cette question vous intéresse vous pouvez rejoindre les groupes de travail qui se réuniront d'ici les rencontres.

Renseignements auprès de Lucie Rivers Moore au 05 55 64 97 99.

Et bien dansez maintenant !

Si vous avez des fourmis dans les jambes, faites les partir en allant danser. Selon l'inspiration et vos goûts, de nombreux stages sont organisés ici et là pour vous apprendre où mettre les pieds.

Si vous voulez faire le tour du monde, l'association "Tout autour de la Terre" propose les 24 et 25 avril un stage de danses du monde animé par Elisabeth Grimm : danses du Yémen, de Russie, d'Irlande, d'Israël, de Roumanie ou de Bulgarie.
Renseignements : Tout autour de la Terre, Peyréladas, 23480 Ars.
Tel : Chloë Dequeker au 05 55 66 65 18.

Une préférence pour l'Afrique ? Amara Kalabane et Hassen Ayeche animeront un stage de danse africaine le samedi 27 mars à Aubusson. Amara, danseur, musicien, chorégraphe et danseur sur échasses est né en Guinée. Après avoir intégré plusieurs troupes en Afrique et en Europe, il s'est installé à Clermont Ferrand en 1994. Depuis cinq ans il anime également des ateliers en milieu scolaire en Creuse. Hassen est percussionniste et accompagne les cours de danse d'Amara.

Ce stage est ouvert à tous : initiation aux bases de la danse africaine traditionnelle, appels de djembé, acquisition de rythmes.
Coût : 25 euros, tarif réduit : 12 euros.
Renseignements : ADIAM 23, "Le pied au plancher", 05 44 30 23 47.

Quant à ceux qui préfèrent les bourrées, giques, polkas et autres danses folks, il leur suffira de suivre le programme proposé par l'association Rhapsode avec le groupe Musiqu'à Deux. A chaque fois un stage d'initiation gratuit est proposé l'après midi pour être au top, le soir, lors du bal :
Le samedi 27 mars à la salle des fêtes de Bugeat (avec aux côtés de Musiqu'à Deux : Les Buveurs d'encre, des Pieds et des Mains, Accord'danses, Alchimie et Myrtilles-Framboises) - Renseignements au 05 55 95 94 49 ou au 05 55 95 49 03.
Le samedi 3 avril à la salle des fêtes de Nedde - Renseignements : association Arc en Ciel au 05 55 69 95 63.
Le samedi 15 mai à la salle des fêtes de Bugeat (avec également La Corn Family et des Pieds et des Mains) - Renseignements : 05 55 95 94 49.

Et pour d'autres infos sur les musiques et danses traditionnelles en Limousin, on peut consulter le répondeur de Trad Infos : 05 55 95 08 25.

Coquelicontes

En attendant le festival du conte de cet été à Vassivière, les amateurs d'histoires et de légendes pourront choisir dans le copieux programme du festival Coquelicontes qui se déroulera du 3 au 16 mai dans plus de soixante communes du Limousin, avec la participation de quatorze conteurs.

Programme et informations au 05 55 77 49 99.

Les Amis du centre d'art de Vassivière

Le Centre d'art et du paysage de Vassivière a des amis. Ceux-ci sont réunis dans une association qui organise différentes activités tout au long de l'année. Pour mai 2004, elle projette de réaliser un voyage de quelques jours au Pays Bas et en Allemagne. Le but du voyage ? La rétrospective Aldo Rossi (l'architecte du bâtiment de Vassivière) qui se tient en ce moment à Maastricht, puis le musée-jardin Insel Hombroich près de Neuss (en Allemagne) à quelques 80 kms de Maastricht. Ce dernier est situé en pleine nature et rassemble une imposante collection d'œuvres très diverses allant des sculptures Khmers jusqu'à Mondriaan. Le coût, tout compris, serait d'environ 200 euros par personne.

Renseignements au 05 55 69 27 27.

Quant à l'exposition du printemps qu'on pourra découvrir à partir du 20 mars sur l'île de Vassivière, elle poursuivra la réflexion engagée avec la dernière expo sur la question des "paysages" comme représentations, miroirs ou portraits des "pays", de leurs habitants aussi bien que de ceux qui ne font qu'y passer. Une cinquantaine d'artistes convoqués et une centaine d'œuvres exposées pour "inviter le visiteur à explorer les correspondances que, de manière plus ou moins consciente, l'esprit cultive entre les lexiques de l'âme et de la géographie". D'où le sous titre de l'expo : Topographie de la morale.
Du 20 mars au 27 juin.

Richard Millet

Richard Millet, le "romancier du plateau" (*La gloire des Pythre, L'amour des trois sœurs Piale, Lauve le pur, Le cavalier siomois, Le renard dans le nom* et tout récemment *Ma vie parmi les ombres*) sera sur le plateau ou ses abords dans le cadre de l'opération "Les auteurs vivants ne sont pas tous morts". Après une lecture mise en scène par la compagnie La Chélidoine, on pourra rencontrer l'auteur :
Le vendredi 26 mars à 21h à Saint Angel, à la Chélidoine.
Le samedi 27 mars à 20h à Meymac à la librairie Vivre d'art.
L'accès à ces lectures et rencontres est libre et gratuit.
Renseignements auprès de la Compagnie du Désordre au 05 55 32 58 90 ou auprès d'ALCOL au 05 55 77 48 46.

Vira la paja

Vous aimez lire ? Vous aimez la littérature de terroir ? Alors, rendez-vous à Meymac le dimanche 23 mai pour la fête du livre "Vira la paja", organisée par l'office du tourisme meymacois.
Renseignements au 05 55 95 18 43.

Si, plus globalement, vous êtes intéressés par l'actualité du livre en Limousin et désirez connaître les nombreuses manifestations qui lui sont consacré (marchés aux livres anciens, Rencontres et lectures, fêtes du livre, salons, etc.), ALCOL, Centre régional du livre en Limousin a édité un petit calendrier 2004 des salons et fêtes du livre en Limousin qui témoigne du développement de la vie littéraire sur le territoire régional.
A demander à ALCOL au 05 55 77 49 77.

Press'Citron

Press'Citron devrait sortir courant mars. De quoi s'agit-il ? Du journal de la Creuse libertaire qui propose "un air frais qui effraie". "Un journal creusois écrit, fabriqué et distribué par des libertaires déterminé(e)s à vivre la liberté d'expression. Press'Citron, c'est toute une histoire, que vous pouvez écrire vous aussi. Rejoignez-nous et participez à la vie d'une presse indépendante et autogérée" lit-on dans un petit n° 0 de présentation du projet.
Contact : cerc23@wanadoo.fr

Un parc pour qui ? Pour quoi ?

Dans la série de rencontres thématiques sur des thèmes d'actualité, après les questions énergétiques, l'association Les Plateaux Limousins organise une réunion sur le parc naturel régional. Au moment où le PNR va enfin exister, il s'agit de se poser la question : un parc pour qui ? Pour quoi ?
Le samedi 24 avril de 14h30 à 19h au Villard (Royère de Vassivière).
Renseignements : 05 55 64 70 53.



Souscription

Le Christophe Joneau quartet sort son deuxième album "Ici et maintenant" au mois d'avril, produit par l'association Pannonica et le Maxiphone, distribution Musicast .
Une souscription est ouverte : chèque de 15 euros pour un exemplaire à l'ordre de l'association Pannonica, maison de la forge 19500 Collonges la Rouge

IPNS . JE M'ABONNE

Nom _____

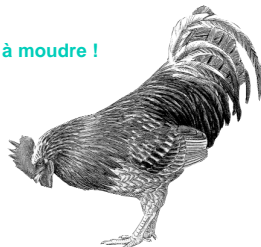
Adresse _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros) :

☐ Abonnement ordinaire 12 Euros ☐ Abonnement de soutien 15 Euros ou +

bon a retourner a ipns 23340 faux-la-montagne

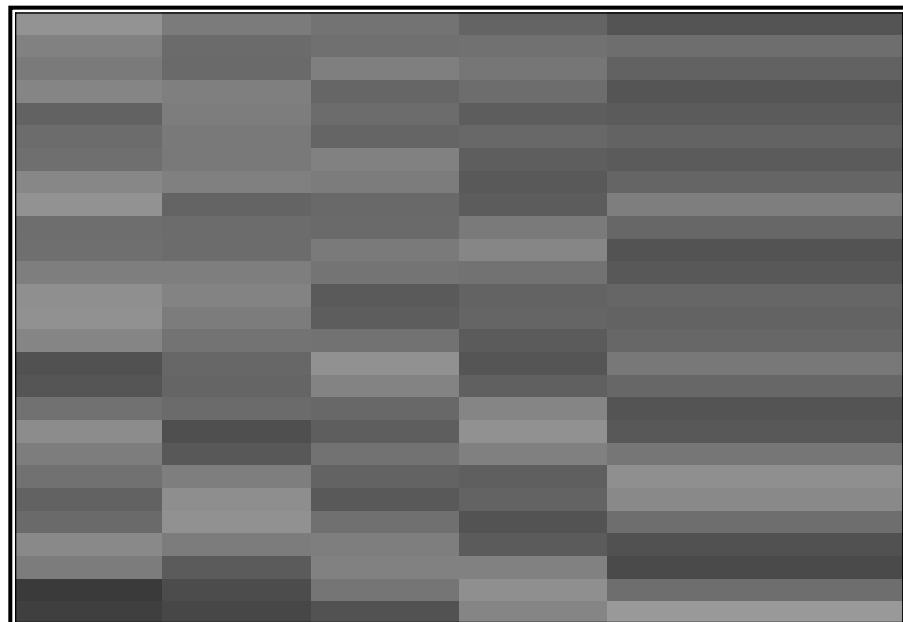
IPNS ça donne du grain à moudre !



"Je tourne les pages, les tourne et
les détourne,
creuse, presse, affleure
au gré de l'ivre lecture.

par vagues des ordres
éclatent les textes
missives illisibles vers des impossibles.
Jusqu'à épuisement d'exigence
le livre s'est multi-plié.
Il ne se refermera plus
Le Livre devenu Volume."

B.L



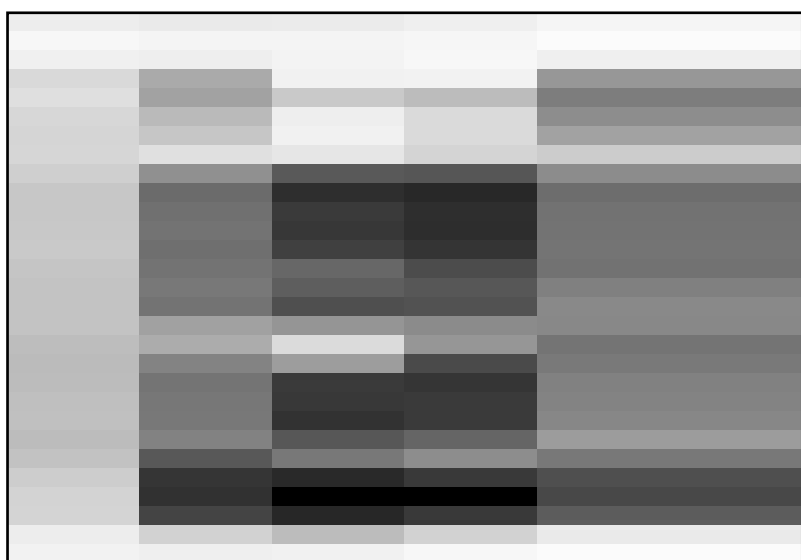
"mur-mur", 5m x 1,50m (détail), 1996

Brig Laugier

La dévoreuse de livres

Installée à Tarnac depuis l'été dernier, Brig Laugier, artiste plasticienne, a exposé dans sa grange de curieux objets en forme de vagues et de spirales. A y regarder de plus près, on découvre que ce sont des livres. Un travail impressionnant et jamais vu. Gilbert Pons, professeur de philosophie à Ussel, s'est laissé séduire.

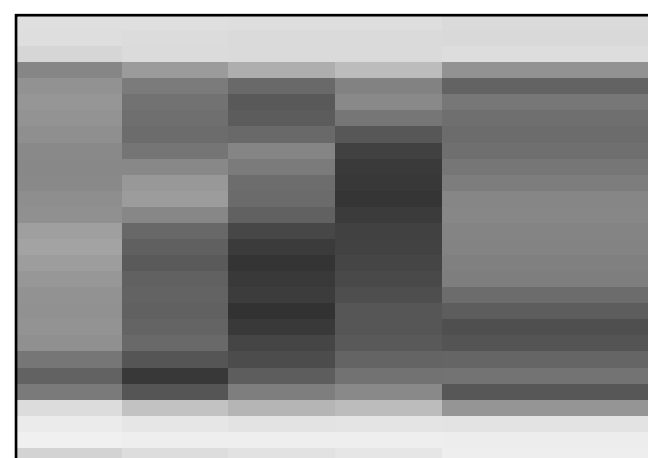
Sans être bibliophile, Brig Laugier aime les livres - d'ailleurs elle en consomme des quantités -, mais elle les aime à sa façon, qui est spéciale, qui est perverse aussi, et inquiétante, car elle passe moins de temps à les lire ou à les consulter qu'à en plier adroitement les pages pour en faire des sortes de tombeaux sophistiqués, des tombeaux pleins de crevasses régulières. En les voyant de loin, ou négligemment, certains d'entre eux du moins, on pourrait croire qu'elle pratique des saignées à même la tranche, qu'elle incise le papier avec un rasoir ou un scalpel très affûté, tant les angles qu'elle obtient paraissent francs et biseautés ; on pourrait croire qu'elle a voulu se venger des blessures que le tranchant de pages trop bien massicotées a pu infliger quelquefois à la pulpe de ses doigts en tailladant à son tour le papier, dans l'épaisseur. Mais non, elle n'utilise pas le moindre canif et si elle maltraite les gros pavés ou les petits formats qui lui servent de cobayes, si elle montre à leur égard une incroyable cruauté, c'est d'une manière plus indirecte et surtout plus subtile. A proprement parler, elle n'enlève rien aux livres et ne leur ajoute rien non plus, nonobstant elle les prive d'une part d'eux-mêmes - la plus symbolique, la plus considérable - et leur apporte en même temps je ne sais quoi de primordial, une autre force d'expression. Cette



revue des familles

redoutable lectrice n'est pas plus sectaire dans le choix de ses matériaux, notamment de leur ancienneté ou de leur provenance, que dans la sélection des titres ou des auteurs et elle travaille aussi bien sur des grimoires ou sur de bons gros dictionnaires à reliure coriace, comme le Bailly ou le Gaffiot - peut-être s'agit-il d'un règlement de comptes avec son passé d'étudiante, avec les langues mortes ? -, que sur des romans contemporains ou des ouvrages de poésie de taille plus modeste. Seule restriction, elle n'intervient jamais sur les livres dont le lecteur doit fendre les pages lui-même à l'aide d'un coupe-papier, sans doute à cause de l'irrégularité ainsi produite sur les bords, sans doute à cause de l'effritement de la matière première, des miettes impalpables, toutes choses qui pourraient nuire à la netteté, à la précision absolue qu'exige son travail ; mais c'est peut-être aussi pour des raisons personnelles qu'elle n'intervient pas sur les ouvrages publiés par les éditeurs qui, à l'instar de José Corti, ne rognent pas leurs livres à la machine.

Généralement, les lecteurs sans gêne ou désinvoltes cornent les pages lorsqu'ils n'ont pas de signet sous la main ; eh bien, cette artiste le fait aussi, mais avec le plus grand soin, systématiquement, et pour brouiller tous les repères. Son but, il me semble, est de détourner le lecteur potentiel de son activité favorite, son but est de le perturber, en faisant du livre un objet différent, hermétique,



nouveau Larousse illustré tome 2

un objet de contemplation qu'il faut bien poser quelque part, qu'il faut bien placer en lieu sûr, tant il est devenu fragile, un objet si complexe qu'il ne se prête plus guère aux manipulations normales. Brig Laugier est d'une virtuosité diabolique dans l'art du retournement, en tous les sens du terme. Généralement, on range les livres dans la bibliothèque après les avoir lus, elle les en sort et les dérange. Pour les mettre à l'abri de la poussière, on les tient fermés, pressés les uns contre les autres, et on n'aperçoit d'eux que le dos, jamais la tranche. Brig Laugier, avec un mélange d'exhibitionnisme et de pudeur, montre ce que l'on cache, et vice versa. En pliant les pages, qu'elle a rendues mystérieuses et belles avec leurs lettres en désordre comme de fines mouchetures, elle a découvert une technique originale et raffinée pour caviarder tous les mots. Elle ouvre les ouvrages à sa manière, définitive, mais, avec une patience infinie, elle rabat les pages sur elles-mêmes afin qu'on ne puisse plus les feuilleter, de la sorte elle réussit cette étonnante gageure de resserrer, de recroqueviller le livre sur lui-même tout en l'évasant, tout en lui donnant plus d'ampleur, plus d'espace pour exister. Elle condamne les livres, comme d'autres, condamnent portes et fenêtres, sans contredit, mais c'est avec douceur, sans avoir l'air, pour mieux les imposer ; ce faisant, elle réalise des sortes d'éventails volumineux et lourds, impraticables, ou bien de drôles de soufflets, béants, paralysés. La surface du papier, qu'on ne voit plus que de biais, occulte alors les mots ou les dévalorise. Bref, elle rend inaccessible par ses gestes de plasticienne ce que l'écrivain s'était échiné à rendre, à faire savoir, ou bien à suggérer. C'est du bout des doigts que les aveugles parviennent à lire, c'est du bout des doigts qu'elle empêche de le faire ceux qui voient. Scrupuleuse jusqu'à la maniaquerie, cette artiste plie les livres, au sens où on les emballe dans du papier, afin d'en faire des énigmes, afin de les livrer au regard, de les offrir. Je crois cependant qu'on aurait tort de reconnaître en elle une sorte de Christo reconverti soudain dans des activités lilliputiennes, car elle enveloppe les bouquins par l'intérieur et non comme on le fait d'ordinaire. Le résultat est fascinant, il est spectaculaire.

gilbert pons

Brig Laugier expose en ce moment et jusqu'au 9 avril à la bibliothèque Forney, à Paris (Hôtel de Sens, 1 rue du Figuier, Paris 4ème), dans une exposition collective sur le thème du livre.

Contact : Brig Laugier au 05 55 95 12 05